

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/UKR/18

23 novembre 1995

(95-3703)

Original: anglais

ACCESSION DE L'UKRAINE

ASPECTS DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE (ADPIC)

Document de synthèse pour la deuxième réunion du Groupe de travail

Note du Président:

Dans les documents WT/ACC/UKR/1, WT/ACC/UKR/5, WT/ACC/UKR/6 et WT/ACC/UKR/7, la Commission gouvernementale sur l'accèsion de l'Ukraine à l'OMC a fourni, principalement en réponse à des questions spécifiques posées par les délégations, d'amples renseignements sur la protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine. Afin de faciliter l'examen de la question des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce auquel doit procéder le Groupe de travail à sa deuxième réunion, le Président du Groupe de travail et le Secrétariat ont établi une synthèse des renseignements pertinents, qui est présentée ci-après.

WT/ACC/UKR/5 - pages 15-24, 33-35, 41-42 et 61-62

Propriété intellectuelle

Question 4n

Quelles sont les procédures et les mesures correctives civiles et administratives destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle? Les étrangers jouissent-ils du même traitement que les ressortissants ukrainiens à cet égard? Prière de préciser si et comment ces procédures et mesures correctives sont conformes aux articles 42 et 49 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC).

Réponse 4n

Principes directeurs

La politique du gouvernement en ce qui concerne la protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine vise à mettre en place et à améliorer le cadre législatif, réglementaire et institutionnel nécessaire à la protection juridique du droit d'auteur et des droits connexes ainsi que des droits de propriété intellectuelle, conformément aux accords internationaux en vigueur et aux lois types élaborées par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

L'Ukraine a un énorme potentiel scientifique, technique et créateur. On peut en citer comme preuve qu'elle représentait en effet de 23 à 24 pour cent du nombre total de demandes de brevets d'invention déposés dans l'ex-URSS.

L'évolution de la situation en ce qui concerne la protection des droits de la propriété intellectuelle a été influencée principalement par la transformation du statut juridique international de l'Ukraine, laquelle, après avoir été la République socialiste soviétique d'Ukraine, République membre de l'ancienne URSS, est devenue l'Etat ukrainien indépendant et participant direct aux relations juridiques internationales.

La mise en place et le développement d'un système de protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine constituent un aspect essentiel du processus d'édification des institutions de l'Etat qui se déroule actuellement en Ukraine.

Organes exécutifs de l'Etat chargés de la protection des droits de propriété intellectuelle

Les organes exécutifs de l'Etat qui sont chargés de la protection des droits de propriété intellectuelle sont le Comité d'Etat pour les brevets, créé par le Décret n° 29 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 27 janvier 1992, et le Comité d'Etat pour le droit d'auteur et les droits connexes, dont le fonctionnement est régi par la Résolution n° 154 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 25 mars 1992.

Principales lois relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle

La protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine est fondée sur les textes législatifs ci-après:

Loi de l'Ukraine n° 3687-XII du 15 décembre 1993 "sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité", mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3769-XII du Parlement en date du 20 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3788-XII du 15 décembre 1993 "sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production", mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3770-XII du Parlement en date du 23 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3689-XII du 15 décembre 1993 "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et de service", mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3771-XII du Parlement en date du 23 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3116-XII du 21 avril 1993 "sur la protection des droits relatifs aux variétés végétales", mise en vigueur le 1er novembre 1993 par la Résolution n° 3117-XII du Parlement en date du 21 avril 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3793-XII du 23 décembre 1993 "sur la protection des droits d'auteurs et des droits connexes", mise en vigueur par la Résolution n° 3794-XII du Parlement en date du 23 décembre 1994.

Arrêté intérimaire relatif à la protection de la propriété industrielle et des propositions de rationalisation en Ukraine (points 54, 59, 60, 61, 62, 68 et 70), confirmé par le Décret n° 479/92 du Président de l'Ukraine en date du 18 septembre 1992.

L'on trouve des dispositions relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle dans les principaux instruments législatifs de l'Ukraine:

Code civil de la République socialiste soviétique d'Ukraine;
Code de procédure civile de l'Ukraine;

Code administratif de l'Ukraine;
Code du travail de l'Ukraine;
Code douanier de l'Ukraine;
Loi de l'Ukraine "sur les biens";
Loi de la République socialiste soviétique d'Ukraine "sur l'activité économique extérieure";
Loi de l'Ukraine "sur les fondements de la politique de l'Etat concernant la science et les activités scientifiques et techniques";
Loi de l'Ukraine "sur la limitation des monopoles et la lutte contre la concurrence déloyale dans les activités commerciales";
Loi ukrainienne "sur les entreprises de l'Ukraine".

Politique internationale de l'Ukraine en matière de protection des droits de propriété intellectuelle

L'Ukraine aspire à devenir membre à part entière de la communauté mondiale dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle. Membre de l'OMPI depuis 1970, l'Ukraine a maintenu son adhésion à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, au Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à l'Union de Madrid pour l'enregistrement international des marques.

Pendant la période 1995-1996, l'Ukraine a l'intention d'adhérer:

A la Convention de Berne de 1886 sur la protection des oeuvres littéraires et artistiques, conformément à la Loi de l'Ukraine "sur l'adhésion de l'Ukraine à la Convention de Berne sur la protection des oeuvres littéraires et artistiques" (Acte de Paris de 1971), adoptée par le Parlement le 31 mai 1995;

A la Convention internationale de 1978 pour la protection des obtentions végétales;

Au Traité de Budapest de 1980 sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets.

ainsi que de ratifier:

La Convention eurasienne sur les brevets, signée le 9 septembre 1994 par les Chefs d'Etat des pays de la CEI.

L'Ukraine envisage actuellement la possibilité d'adhérer à tous les accords internationaux administrés par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Les lois de l'Ukraine relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle comprennent des articles prévoyant qu'en cas de différence entre les dispositions d'un traité international auquel l'Ukraine est partie et celles de la législation ukrainienne, les premières prévaudront.

Droits des étrangers et des autres personnes

Conformément à la législation ukrainienne relative à la protection des droits de propriété intellectuelle, les étrangers et les apatrides jouissent des mêmes droits que les citoyens ukrainiens, conformément aux accords internationaux auxquels l'Ukraine est partie, sur la base de la réciprocité.

La politique du gouvernement en matière de protection de la propriété intellectuelle en Ukraine vise à améliorer les bases législatives et institutionnelles nécessaires à la protection juridique du droit

d'auteur et des droits connexes sur les biens économiques, conformément aux accords internationaux en vigueur dans ce domaine.

Le Comité d'Etat pour les brevets, fondé le 27 janvier 1992, ainsi que le Comité d'Etat pour la protection du droit d'auteur et des droits connexes, opérationnel depuis le 25 mars 1992, sont les organes exécutifs de l'Etat chargés de protéger les droits de propriété intellectuelle.

Les instruments législatifs ci-après définissent les bases de la protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine:

Loi de l'Ukraine n° 3687-XII du 15 décembre 1993 "sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité", mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3769-XII du Parlement en date du 23 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3688-XII du 15 décembre 1993 "sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production", mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3770-XII du Parlement en date du 23 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3689-XII du 15 décembre 1993 "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et de service", mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3117-XII du Parlement en date du 23 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3116-XII du 21 avril 1993 "sur la protection des droits relatifs aux variétés végétales", mise en vigueur le 1er juillet 1993 par la Résolution n° 3117-XII du Parlement en date du 21 avril 1993.

Loi de l'Ukraine n° 75/95-VR du 28 février 1995 "portant modifications et élargissement de certains instruments législatifs de l'Ukraine relatifs à la protection du droit d'auteur", entrée en vigueur le 11 avril 1995, date de sa publication.

Plusieurs des importants instruments législatifs de l'Ukraine contiennent également des dispositions relatives à la sauvegarde et à la protection des droits de propriété intellectuelle:

Code civil de la République socialiste soviétique d'Ukraine;

Code de procédure civile de l'Ukraine;

Code pénal de l'Ukraine;

Code administratif de l'Ukraine;

Code du travail de l'Ukraine;

Code douanier de l'Ukraine;

Loi de l'Ukraine "sur les biens";

Loi de la République socialiste soviétique d'Ukraine "sur l'activité économique extérieure";

Loi de l'Ukraine "sur les fondements de la politique de l'Etat concernant la science et les activités scientifiques et techniques";

Loi de l'Ukraine "sur la limitation des monopoles et la lutte contre la concurrence déloyale dans les activités commerciales";

Loi de l'Ukraine "sur les investissements étrangers";

Décret du Cabinet des ministres de l'Ukraine "sur le régime applicable aux investissements étrangers", et d'autres instruments.

A ce jour, il n'existe pas en Ukraine de juridiction spéciale pour les brevets.

Conformément aux lois de l'Ukraine "sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité" (article 30), "sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production" (article 27) et "sur la protection des droits de marques de fabrique et de service" (article 21), les différends liés à l'application desdites lois sont réglés par la juridiction, le tribunal arbitral ou toute autre juridiction de l'ordre établi par la législature de l'Ukraine.

L'Ukraine s'emploie activement à assurer une protection appropriée de la propriété intellectuelle au plan international. Membre de l'OMPI depuis 1970, l'Ukraine a maintenu son adhésion à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, au Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à l'Union de Madrid pour l'enregistrement international des marques.

Des accords bilatéraux en matière de protection de la propriété industrielle ont été conclus entre les gouvernements de l'Ukraine et de la Fédération de Russie et entre les gouvernements de l'Ukraine et de la République du Bélarus. Le texte de l'Accord bilatéral entre l'Ukraine et la Pologne relatif à la protection de la propriété industrielle est en cours de préparation.

Pendant la période 1995-1996, l'Ukraine a l'intention d'adhérer:

- A la Convention de Berne de 1886 sur la protection des oeuvres littéraires et artistiques;
- A la Convention internationale de 1978 pour la protection des obtentions végétales;
- A la Convention eurasiennne de 1994 sur les brevets;
- A l'Accord de 1994 sur les marques de commerce ou de fabrique.

Question 5n

Quelles sont les procédures pénales et les peines applicables en cas de violation des droits de propriété intellectuelle? Les étrangers jouissent-ils du même traitement que les ressortissants ukrainiens à cet égard? Prière de préciser si et comment ces procédures sont conformes à l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.

Réponse 5n

Procédures civiles, pénales et administratives relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle

Les activités relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle sont réglementées par les dispositions pertinentes du Code pénal de la République socialiste soviétique d'Ukraine, du Code de procédure civile de l'Ukraine, du Code administratif de l'Ukraine, de la Loi de l'Ukraine "sur la limitation des monopoles et la lutte contre la concurrence déloyale dans les activités commerciales" et du Code douanier de l'Ukraine.

A ce jour, il n'existe pas de juridiction spéciale pour les brevets en Ukraine. Conformément aux lois susmentionnées relatives à la protection de la propriété intellectuelle, tout différend relatif à leur application doit être réglé par la juridiction du tribunal arbitral compétent conformément aux procédures établies par la législation de l'Ukraine.

Droits des étrangers et des autres personnes

Conformément à la législation ukrainienne relative à la protection des droits de propriété intellectuelle, les étrangers et les apatrides jouissent des mêmes droits que les citoyens ukrainiens, conformément aux accords internationaux auxquels l'Ukraine est partie, sur la base de la réciprocité.

Conformément à l'article 136 du Code pénal de l'Ukraine, le fait de s'approprier, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, l'invention scientifique ou l'oeuvre littéraire ou artistique d'une autre personne, ou de reproduire ou de distribuer une telle oeuvre sans autorisation, est passible d'une peine de prison d'un an au maximum ou d'une amende pouvant atteindre 15 fois le salaire minimum.

Selon le paragraphe 5 de l'article 43 de la Loi de l'Ukraine "sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes", l'usage d'une oeuvre d'un tiers sans le consentement du titulaire du droit d'auteur ou des droits connexes, l'inobservation des conditions auxquelles l'usage du droit d'auteur est subordonné ou l'atteinte aux droits personnels et réels du détenteur du droit d'auteur et des droits connexes peut donner lieu à une action en justice tendant à obtenir réparation du préjudice subi au moyen des corrections appropriées et de la publication dans la presse d'informations concernant la violation commise. Le tribunal est habilité à interdire la publication, l'exécution, la diffusion par phonogramme, par fil ou sur les ondes et la distribution de l'oeuvre, la confiscation de toutes les copies de l'oeuvre ou du phonogramme et du matériel et des matériaux utilisés pour sa reproduction et sa distribution, ainsi que la destruction ou l'enlèvement de toutes les copies de l'oeuvre ou du phonogramme dont il a été établi que la production ou la distribution constitue une atteinte au droit d'auteur ou aux droits connexes. Cette faculté s'étend à tous les clichés, matrices, originaux, bandes magnétiques, négatifs photographiques et autres objets à l'aide desquels des copies de l'oeuvre ou du phonogramme ou des programmes de diffusion sont organisés, ainsi qu'aux matériaux et au matériel utilisés à cette fin.

La procédure applicable à l'indemnisation du préjudice subi par suite d'une violation du droit d'auteur ou des droits connexes est prévue à l'article 44 de la loi susmentionnée. En particulier, les titulaires du droit d'auteur et des droits connexes peuvent demander:

- i) le remboursement des pertes subies par suite d'une contrefaçon du droit d'auteur ou des droits connexes, y compris du manque à gagner;
- ii) la restitution des bénéfices reçus à la suite de la contrefaçon du droit d'auteur ou des droits connexes;
- iii) ou le paiement de dommages-intérêts dont le montant est déterminé par le tribunal et qui peuvent être compris entre 10 et 50 000 fois le salaire minimum établi par la législation ukrainienne.

Indépendamment de la réparation du préjudice subi et de la restitution des bénéfices, le tribunal peut également imposer au contrevenant une amende représentant 10 pour cent de la somme fixée par le tribunal en faveur du plaignant.

Le contrevenant est tenu de payer au détenteur du droit d'auteur et des droits connexes les dommages-intérêts fixés par le tribunal. Comme indiqué à l'article 8 de la première partie, les auteurs jouissent de la protection fournie par cette loi quelle que soit leur nationalité et la loi s'applique aux oeuvres publiées pour la première fois ou qui demeurent non publiées alors même qu'elles existent sur le territoire de l'Ukraine.

Question 6n

Les autorités judiciaires sont-elles habilitées à ordonner des injonctions ou des mesures provisoires en cas d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, comme stipulé dans les articles 44 et 50 de l'Accord sur les ADPIC? Quelles sont exactement les mesures qui peuvent être ordonnées et quelle est la procédure à suivre? Les autorités administratives jouissent-elles de la même faculté?

Réponse 6n

PROPRIETE INDUSTRIELLE

Les relations auxquelles donnent lieu l'acquisition et la cession de droits de propriété sur les inventions et les modèles d'utilité, des prototypes de production et des marques de fabrique et de service (ainsi que de brevets d'amélioration et variétés végétales) sont réglementées par la législation sur les brevets et par les Codes pénal, civil, administratif et douanier et les Codes de procédure civile et du travail de l'Ukraine.

Les instruments susmentionnés régissent la responsabilité en cas de violation des droits et les intérêts légitimes des inventeurs ou des titulaires de droits de propriété intellectuelle.

Législation sur les brevets

Toute atteinte aux droits des propriétaires d'un document protégeant un droit de la propriété industrielle est considérée comme une atteinte aux droits du propriétaire lui-même et est passible des sanctions prévues par la législation ukrainienne.

Dès dépôt d'une plainte par le propriétaire du document susmentionné, il doit être mis fin à la violation et le contrevenant doit indemniser le propriétaire du préjudice causé. [Lois pertinentes: "sur la protection des droits relatifs aux inventions et modèles d'utilité" (article 29), "sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production" (article 26) et "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et de service" (article 20)].

Code pénal de l'Ukraine

"Article 137. Atteinte aux droits de propriété intellectuelle

Le fait de revendiquer la propriété de la découverte, de l'invention, du modèle d'utilité, des prototypes de production ou du brevet d'amélioration d'une autre personne ou de diffuser des informations sur l'invention, modèle d'utilité ou prototype de production avant sa publication sans le consentement de l'auteur est passible d'une peine de prison pouvant atteindre deux ans ou d'une amende pouvant atteindre 30 fois le salaire minimum."

La législation actuellement en vigueur en Ukraine en ce qui concerne la protection et l'enregistrement des inventions n'est pas la même que celle qui était applicable dans le cas de l'ex-URSS.

Code administratif de l'Ukraine

"Article 163, paragraphe 1, première partie

L'utilisation illégale d'une marque de fabrique, de commerce ou de service ou de tout autre signe distinctif d'un produit, ainsi que le fait de copier illégalement la forme, l'emballage ou la configuration extérieure, d'imiter, de copier ou de reproduire directement le produit d'une autre entreprise, ou d'utiliser sans autorisation le nom d'une autre entreprise, sont passibles d'une amende pouvant atteindre 50 fois le salaire minimum et, le cas échéant, de la confiscation des produits, des moyens de production et des matières premières."

L'on trouve des dispositions concernant les mesures applicables en matière de protection des droits de propriété intellectuelle dans le Code civil de l'Ukraine (articles 514 à 523), dans le Code de procédure civile (articles 70, 126, 218, 374), dans le Code administratif (article 255), dans la Loi

de l'Ukraine "sur la limitation des monopoles et la lutte contre la concurrence déloyale dans les activités commerciales" (articles 2 et 7), dans le Code douanier (article 74) et dans le Code du travail (articles 70, 91 et 126).

Selon les lois de l'Ukraine "sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité" (article 5), "sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production" (article 4) et "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et de service" (article 4), les étrangers et les apatrides ont des droits égaux à ceux des résidents de l'Ukraine, conformément aux accords internationaux auxquels l'Ukraine est partie et sur la base de la réciprocité.

DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

Aux termes de l'article 136 du Code pénal de l'Ukraine, le fait de s'attribuer faussement la propriété d'une invention scientifique ou d'une oeuvre littéraire ou artistique ou de reproduire ou distribuer illégalement une telle oeuvre est passible d'une peine de prison pouvant atteindre un an ou d'une amende pouvant atteindre 15 fois le salaire minimum.

Selon le paragraphe 5 de l'article 43 de la Loi de l'Ukraine "sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes", l'usage d'une oeuvre d'un tiers sans le consentement du titulaire du droit d'auteur ou des droits connexes, l'inobservation des conditions auxquelles l'usage du droit d'auteur est subordonné ou l'atteinte aux droits personnels et réels du détenteur du droit d'auteur et des droits connexes peut donner lieu à une action en justice tendant à obtenir réparation du préjudice subi au moyen des corrections appropriées et de la publication dans la presse d'informations concernant la violation commise. Le tribunal est habilité à interdire la publication, l'exécution, la diffusion par phonogramme, par fil ou sur les ondes et la distribution de l'oeuvre, la confiscation de toutes les copies de l'oeuvre ou du phonogramme et du matériel et des matériaux utilisés pour sa reproduction et sa distribution, ainsi que la destruction ou l'enlèvement de toutes les copies de l'oeuvre ou du phonogramme dont il a été établi que la production ou la distribution constitue une atteinte au droit d'auteur ou aux droits connexes. Cette faculté s'étend à tous les clichés, matrices, originaux, bandes magnétiques, négatifs photographiques et autres objets à l'aide desquels des copies de l'oeuvre ou du phonogramme ou des programmes de diffusion sont organisés, ainsi qu'aux matériaux et au matériel utilisés à cette fin.

La procédure applicable à l'indemnisation du préjudice subi par suite d'une violation du droit d'auteur ou des droits connexes est prévue à l'article 44 de la loi susmentionnée. En particulier, les titulaires du droit d'auteur et des droits connexes peuvent demander:

- 1) le remboursement des pertes subies par suite d'une contrefaçon du droit d'auteur ou des droits connexes, y compris du manque à gagner;
- 2) la restitution des bénéfices reçus à la suite de la contrefaçon du droit d'auteur ou des droits connexes;
- 3) ou le paiement de dommages-intérêts dont le montant est déterminé par le tribunal et qui peuvent être compris entre 10 et 50 000 fois le salaire minimum établi par la législation ukrainienne.

Indépendamment de la réparation du préjudice subi et de la restitution des bénéfices, le tribunal peut également imposer au contrevenant une amende égale à 10 pour cent de l'indemnisation accordée au plaignant.

Le contrevenant est tenu de payer au détenteur du droit d'auteur et des droits connexes les dommages-intérêts fixés par le tribunal.

Comme indiqué à l'article 8 de la première partie, les auteurs jouissent de la protection fournie par cette loi quelle que soit leur nationalité et la loi s'applique aux oeuvres publiées pour la première fois ou qui demeurent non publiées alors même qu'elles existent sur le territoire de l'Ukraine.

Question 7n

Existe-t-il déjà en Ukraine un système de prévention à la frontière des violations des droits de propriété intellectuelle conformément aux articles 51 à 60 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, quels sont exactement les droits couverts par ce système? Celui-ci s'applique-t-il aussi aux marchandises destinées à l'exportation et aux marchandises en transit? Dans la négative, est-il envisagé d'en adopter un?

Réponse 7n

Les dispositions susmentionnées de l'Accord sur les ADPIC contiennent des dispositions spéciales touchant les mesures applicables à la frontière.

Le Code douanier de l'Ukraine ne contient qu'un seul article concernant les droits de propriété intellectuelle (article 74 relatif aux marchandises et autres objets qui ne peuvent pas franchir la douane ukrainienne).

Selon cet article, "les produits et autres objets ci-après ne peuvent pas franchir la douane ukrainienne":

- 1) Produits ne pouvant pas franchir la douane ukrainienne:
 - a) dont l'importation est interdite en Ukraine, y compris:

... - produits dont l'importation porterait atteinte à des droits de propriété intellectuelle;
 - b) dont l'exportation d'Ukraine est interdite, y compris:

... - produits dont l'exportation constituerait une atteinte à des droits de propriété intellectuelle ...

Marchandises en transit, conformément à l'article 74 du Code douanier:

"le transport en transit de produits pouvant représenter un danger pour la vie et la santé de l'homme et des animaux ou pouvant causer un dommage à l'environnement est interdit sur tout le territoire de l'Ukraine.

La liste des produits auxquels s'applique le présent article est approuvée par le Parlement, sur recommandation du Cabinet des ministres de l'Ukraine."

La législation douanière de l'Ukraine devra à notre avis être modifiée et complétée pour être rendue conforme aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC.

Question 8n

Quelles sont les intentions de l'Ukraine en ce qui concerne l'Accord sur les ADPIC?

Réponse 8n

La législation ukrainienne en vigueur concernant les droits de propriété intellectuelle n'est pas conforme à toutes les dispositions de l'Accord sur les ADPIC, mais l'Ukraine a l'intention de rendre sa législation conforme aux dispositions dudit Accord.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 65 de l'Accord sur les ADPIC, l'Ukraine, en tant qu'économie en voie de transformation, peut bénéficier d'une période de transition de quatre ans pour rendre sa législation concernant les droits de propriété intellectuelle conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. L'Ukraine a l'intention de mener cette tâche à bien pendant cette période.

Question 27n

Dans la réponse 320, l'Ukraine dit protéger les indications géographiques conformément à la Loi de l'Ukraine "sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes". Comme la nature du droit d'auteur et des droits connexes est tout à fait différente de celle des indications géographiques, l'Ukraine peut-elle expliquer plus en détail comment ces dernières sont protégées, à la lumière en particulier des articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse 27n

La réponse donnée à la question 320 n'est pas correcte.

A l'heure actuelle, la législation ukrainienne ne protège pas les indications géographiques. Il est néanmoins prévu d'élaborer et de promulguer en 1995-1997 des instruments législatifs sur la protection des indications géographiques.

Question 28n

Le paragraphe 2 de l'article 23 de l'Accord sur les ADPIC interdit de façon inconditionnelle l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce pour des vins ou des spiritueux qui contient une indication géographique ou qui est constituée par une telle indication. L'article 6 de la Loi ukrainienne sur les marques de commerce ou de fabrique (motifs de refus) ne semble pas couvrir ce cas particulier étant donné que son troisième paragraphe exige l'existence d'une confusion (voir les réponses 100 et 102). L'Ukraine pourrait-elle commenter ce point?

Réponse 28n

Comme cela a déjà été expliqué en réponse à la question précédente, les indications géographiques, y compris les noms de vins et de boissons alcooliques, ne sont pas protégées.

Le paragraphe 3 de l'article 6 de la Loi ukrainienne "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et de service" énumère les motifs pour lesquels l'enregistrement d'une marque peut être refusé. En particulier, les indications identiques ou similaires au point d'entraîner un risque de confusion "aux appellations d'origine, sauf dans les cas où elles sont incluses dans la marque en tant qu'éléments non protégés et sont enregistrées sous le nom d'une autre personne qui a le droit d'utiliser ce nom", ne peuvent pas être enregistrées.

Question 29n

Dans sa réponse à la question 324, concernant les droits de location d'oeuvres protégées par le droit d'auteur, l'Ukraine s'est simplement référée à sa réponse 96, et ne semble donc pas

avoir compris la question. La question posée concernait les droits de location d'une oeuvre (par exemple des films ou des programmes d'ordinateur - voir l'article 11 de l'Accord sur les ADPIC) et non le droit d'auteur lui-même. L'Ukraine peut-elle expliquer comment sa législation protège les droits visés à l'article 11 et au paragraphe 4 de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse 29n

La réponse à la question 96 est correcte. Le concept de "droits de location" n'est pas mentionné dans la Loi ukrainienne "sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes". Toutefois, elle fait mention de la "location" c'est-à-dire de la cession du droit d'utiliser l'original ou une copie d'une oeuvre d'un phonogramme pendant une certaine période dans le but d'en recevoir des avantages commerciaux directs ou indirects. Le même article fait mention de la "personne détentrice du droit d'auteur ou des droits connexes", c'est-à-dire "l'auteur ou l'exécutant dans les cas où les droits patrimoniaux sont détenus par l'auteur ou l'exécutant, ainsi que la personne physique ou morale à laquelle les droits patrimoniaux ont été cédés".

L'article 27 de la Loi traite de la cession (transmission) du droit d'auteur: "Les droits patrimoniaux peuvent être cédés (transmis) par l'auteur ou une autre personne détentrice du droit d'auteur à une autre personne. L'auteur ou une autre personne détentrice du droit d'auteur (concedant) peut aussi concéder une licence à une autre personne (concessionnaire) pour l'utilisation de l'oeuvre conformément à cette licence. La cession (transmission) du droit d'auteur et la délivrance d'une licence sont officiellement enregistrées dans un contrat de droit d'auteur.

Question 30n

Il est dit dans la réponse 325 que les programmes d'ordinateur ne sont pas protégés en tant qu'oeuvres littéraires. Néanmoins, au dernier paragraphe de la réponse 95, l'Ukraine affirme que sa législation est conforme à la Directive du Conseil des Communautés européennes concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur. Or, cette directive stipule expressément, conformément au paragraphe 1 de l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC, que les programmes d'ordinateur doivent être protégés en tant qu'oeuvres littéraires. L'Ukraine est priée d'expliquer cette contradiction apparente.

Réponse 30n

La réponse donnée à la question 325 n'est pas correcte: la bonne réponse est celle qui figure dans la réponse 95. L'on peut ajouter l'explication suivante:

Le paragraphe 1 de l'article 4 de la Loi ukrainienne "sur la protection des droits d'auteur et des droits connexes" stipule qu'un programme d'ordinateur est une série d'instructions se présentant sous forme de mots, de chiffres, de codes, de graphiques ou de symboles, ou sous toute autre forme lisible à la machine mettant en route un processus permettant de parvenir à un certain but ou à un certain résultat. Ce concept englobe les systèmes opérationnels ainsi que les programmes appliqués exprimés sous forme d'un code final ou objectif, y compris les matériels préparatoires et les représentations sonores et visuelles reçues à la suite de l'élaboration d'un programme d'ordinateur.

L'article 5 de cette loi accorde une protection aux oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques, y compris:

- 1) les oeuvres littéraires écrites de caractère imaginaire, scientifique, technique ou pratique (livres, brochures, articles, programmes d'ordinateur, etc.).

Ainsi, les programmes d'ordinateur bénéficient de la même protection que les oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques, ce qui est conforme à la Directive du Conseil des Communautés européennes.

Question 42n

Dans ses réponses 83 et 98, l'Ukraine affirme qu'aux termes de la législation sur les brevets et sur les marques de commerce et de fabrique, les règles internationales prévalent juridiquement sur les règles nationales. Ce principe peut-il être invoqué par un particulier ou par un organisme privé pour défendre ses intérêts devant l'administration et les tribunaux ukrainiens? La même règle s'applique-t-elle en ce qui concerne le droit d'auteur, les droits connexes, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les schémas de configuration de semi-conducteurs et les secrets commerciaux?

Réponse 42n

Les Lois ukrainiennes "sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité", "sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production", "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et de service" et "sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes" contiennent des articles selon lesquels les dispositions de tout accord international auquel l'Ukraine est partie, si elles sont contraires aux règles prévues par la législation ukrainienne, prévalent sur ces dernières.

Quiconque peut invoquer les dispositions de cet article pour défendre ses intérêts devant les organes administratifs ou judiciaires de l'Ukraine.

Les lois susmentionnées s'appliquent au droit d'auteur et aux droits connexes ainsi qu'aux prototypes de production.

La législation ukrainienne en vigueur n'accorde aucune protection aux indications géographiques ni aux schémas de configuration de circuits intégrés.

Il n'existe aucun instrument législatif concernant la protection des secrets commerciaux dont les dispositions seraient actuellement conformes aux exigences de l'Accord sur les ADPIC (article 39).

Question 43n

Il est dit dans la réponse 110 que la législation ukrainienne relative aux dessins et modèles industriels est conforme à l'Accord sur les ADPIC et qu'il n'est donc pas envisagé pour l'instant de la modifier. L'Ukraine peut-elle expliquer comment cette législation est conforme au paragraphe 2 de l'article 25 de l'Accord sur les ADPIC concernant la protection spéciale des dessins et modèles de textiles, eu égard en particulier au fait que le paragraphe 9 de l'article 5 de la Loi ukrainienne sur la protection du droit d'auteur exclut de toute protection "les oeuvres d'art appliqué non protégées par une loi spéciale sur la propriété industrielle" (voir également réponse 91).

Réponse 43n

Le paragraphe 1 de l'article 4 de la Loi ukrainienne "sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes" définit une oeuvre d'art appliqué comme étant une oeuvre d'art, y compris une oeuvre artistique, réalisée à la main ou de fabrication industrielle destinée à une utilisation pratique ou appliquée comme objet d'utilisation pratique. L'article 5 de cette loi stipule que sont protégées les oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques, y compris:

... 9. les oeuvres d'art appliqué non protégées par une loi spéciale sur la propriété industrielle.

Selon la section 1 de l'annexe 3 de la Résolution n° 784 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 18 novembre 1994 "sur les taux minimums de redevances pour l'utilisation d'oeuvres littéraires et artistiques, les oeuvres d'art décoratif et appliqué sont notamment les céramiques, les ouvrages en bois, corne, os ou pierre, les ouvrages en verre, métal ou matière plastique, les ouvrages tricotés, la dentelle, les tissages décoratifs, les tissus, les ouvrages tricotés à la main et à la machine, les tapis et carpettes, les broderies, les broderies perlées, les articles de mercerie, les jouets, les ornements, y compris la bijouterie, les dessins de chaussure et de vêtement, les papiers peints, les toiles cirées, les tissages, les carrelages en céramique et les moulages artistiques.

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 6 (conditions dans lesquelles une protection juridique est accordée) de la Loi ukrainienne "sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production":

"2. Un prototype de production peut être un dessin, un croquis ou une peinture, ou toute combinaison de ces éléments, représentant la configuration extérieure d'un produit industriel qui a été mis au point à des fins esthétiques ou ergonomiques."

Ainsi, si un prototype fait l'objet d'une reproduction industrielle, l'auteur d'un dessin ou d'un type de textile peut protéger ses droits en faisant breveter le prototype de production.

Question 318

Prière d'indiquer les conditions juridiques précises concernant les activités bancaires offshore et les assurances, ainsi que le commerce transfrontières.

Réponse 318

La Loi ukrainienne "sur l'imposition des bénéfices des entreprises" dispose notamment ce qui suit:

Article 16. Activités bancaires offshore et assurances

Les bénéfices des agents économiques ne sont pas imposables si:

16.1 Le promoteur de l'agent économique n'est pas résident.

16.2 Les bénéfices et autres revenus de l'agent économique ont leur origine ailleurs qu'en Ukraine.

16.3 Tous les types de paiements de l'agent économique sont effectués par des banques agréées de l'Ukraine.

16.4 Les organes exécutifs et le personnel administratif de l'agent économique sont exclusivement composés de citoyens ukrainiens.

16.5 L'agent économique ne représente pas ses promoteurs sur le territoire ukrainien.

16.6 La vérification annuelle des comptes est réalisée par des institutions autorisées à mener à bien de telles activités en territoire ukrainien.

La procédure d'enregistrement des sociétés offshore est déterminée par le Cabinet des ministres de l'Ukraine.

WT/ACC/UKR/7 - pages 124-146

ADPIC

Question 81

Dans quelle mesure la réglementation et la protection des droits de propriété intellectuelle sont-elles conformes aux exigences de l'OMC?

Réponse 81

Voir réponse 83.

Question 82

Quels sont les domaines exclus de la brevetabilité en vertu de la législation ukrainienne?

Réponse 82

Conformément à la Loi sur la protection des inventions et des modèles d'utilité (article 3, disposition 3), les domaines suivants sont exclus de la brevetabilité:

- les découvertes, les théories scientifiques et les méthodes mathématiques;
- les méthodes d'organisation et de gestion de l'économie;
- les plans, les signes conventionnels, les horaires et les règles; les méthodes d'exécution d'opérations mentales;
- les programmes d'ordinateur;
- les résultats d'une conception artistique;
- les schémas de configuration de circuits intégrés;
- les variétés végétales et les races animales.

Question 83

La législation ukrainienne est-elle actuellement conforme à l'Accord relatif aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)? Sinon, qu'envisage l'Ukraine pour rendre son système conforme et dans quel délai prévoit-elle de le faire?

Réponse 83

La législation ukrainienne actuelle en matière de brevets est fondée sur la loi type qui a été élaborée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Dans l'ensemble, elle est conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Elle comporte un article sur les traités internationaux en vertu duquel, si un traité international auquel l'Ukraine est partie contient des dispositions différentes de celles que prévoit la législation ukrainienne, ce sont les dispositions du traité international qui sont applicables (article 3).

Question 84

La Loi ukrainienne relative aux brevets confère-t-elle tous les droits mentionnés à l'article 28 de l'Accord sur les ADPIC eu égard aux brevets dont l'objet est un produit ou un procédé? Sinon, quels sont les domaines qui ne sont pas protégés?

Réponse 84

La Loi ukrainienne octroie tous les droits qui sont énoncés à l'article 28 de l'Accord sur les ADPIC (article 23).

Question 85

Y a-t-il des restrictions au droit qu'a un titulaire d'un brevet de céder ou de transmettre les droits conférés par le brevet ou de concéder une licence?

Réponse 85

Il n'y a pas de restriction au droit qu'a le titulaire d'un brevet de céder ou de transmettre ses droits.

Question 86

Dans quelles conditions des licences obligatoires, y compris celles qui sont destinées à être utilisées par les pouvoirs publics ou par des tiers autorisés par ces derniers, peuvent-elles être concédées? Des modifications seront-elles nécessaires pour appliquer les dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse 86

Le titulaire d'un brevet est tenu d'accorder une autorisation (de concéder une licence) pour l'exploitation d'une invention (ou d'un modèle d'utilité) au titulaire d'un brevet ultérieur, si l'invention (ou le modèle d'utilité) de ce dernier est destinée à d'autres fins ou présente de gros avantages technologico-économiques et ne peut être utilisée sans porter atteinte aux droits du titulaire du premier brevet. L'octroi de cette autorisation peut être fonction du consentement approprié de la part du titulaire du brevet ultérieur, lequel est tenu de donner ce consentement si son invention (modèle d'utilité) améliore l'invention (le modèle d'utilité) du titulaire du brevet antérieur ou est destinée aux mêmes fins. L'autorisation est suffisamment large pour permettre l'exploitation de l'invention (du modèle d'utilité) par le titulaire du brevet qui l'a demandé.

Les litiges concernant les licences font l'objet d'un règlement judiciaire.

Il n'est pas nécessaire de modifier la législation ukrainienne pour appliquer les dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC.

Question 87

Quelle est la taille du service central chargé d'examiner les demandes à l'Office ukrainien des brevets? Combien de demandes sont soumises chaque année? Quelle est l'attente moyenne?

Réponse 87

Les demandes de brevets pour les inventions et les modèles d'utilité sont examinées par le Centre d'examen des brevets dont l'effectif est de 40 personnes. Les brevets (actes en brevet) sont établis et délivrés par le Comité d'enregistrement de l'Office des brevets.

Trois cent neuf demandes de brevets ont été déposées en 1992, 10 596 en 1993, 12 718 en 1994. En fait, le Centre n'est pas encore en fonction. Les demandes de brevets sont examinées dans un délai de huit à dix mois.

***Question 88**

Combien de brevets ont été délivrés à ce jour? Dans quels domaines technologiques?

Réponse 88

A ce jour 7 200 brevets environ portant sur des inventions ont été enregistrés.

Question 89

Depuis combien de temps l'Office des brevets est-il en service?

Réponse 89

L'Office ukrainien des brevets est en service depuis le début de 1992.

Question 90

Une possibilité de révision judiciaire est-elle offerte pour une décision concernant l'invalidation d'un brevet, comme l'exige l'article 32 sur les ADPIC?

Réponse 90

Les possibilités de révision judiciaire en cas d'invalidation d'un brevet font l'objet des articles 28 et 30 de la loi:

"Article 28 - Invalidation d'un brevet

1. Un brevet peut être invalidé en totalité ou en partie dans les cas suivants:
 - l'invention (le modèle utile) breveté(e) ne répond pas aux critères de brevetabilité définis par la présente loi;
 - les revendications contiennent des caractéristiques qui ne figuraient pas dans la demande déposée;
 - les obligations visées au paragraphe 2 de l'article 32 de la présente loi n'ont pas été respectées.
2. Toute personne peut, dans les six mois qui suivent la date de publication des données concernant la délivrance du brevet, former opposition à la délivrance du brevet auprès de la Commission d'appel. L'opposition est examinée par la Commission d'appel dans les six mois qui suivent la date de sa réception

et elle doit être portée à la connaissance du titulaire du brevet. La Commission d'appel examine la demande dans la limite des motifs qui y sont exposés. L'opposant et le titulaire du brevet peuvent prendre part à cet examen. La décision de la Commission d'appel peut faire l'objet d'un recours devant les tribunaux.

Si aucune opposition à la délivrance du brevet n'a été formée devant la Commission d'appel dans les délais prévus, le brevet ne peut être invalidé que sur décision judiciaire.

Le brevet, ou sa partie, qui a été invalidé est réputé ne pas être entré en vigueur depuis la date de publication des données concernant la délivrance du brevet."

"Article 30 - Litiges dont les tribunaux sont appelés à connaître

1. Les litiges nés de l'application de la présente loi relèvent de la compétence des tribunaux, ou des tribunaux d'arbitrage, qui statuent selon la procédure établie par la législation ukrainienne en vigueur.

2. Les tribunaux, selon leurs compétences, sont appelés à connaître des litiges concernant: la paternité de l'invention ou du modèle d'utilité; la détermination du titulaire du brevet; les atteintes portées aux droits patrimoniaux du titulaire du brevet; la conclusion et l'exécution de contrats de licence; le droit de l'utilisateur antérieur; la rémunération de l'inventeur; le paiement d'indemnités.

Les tribunaux ont à connaître aussi d'autres litiges liés à la protection des droits reconnus par la présente loi."

Question 91

Prière d'indiquer quelle est la législation ukrainienne en matière de protection du droit d'auteur. Quelles sont les oeuvres visées? Quelle est la durée de la protection? La protection du droit d'auteur est-elle assurée sur la base du traitement national et, sinon, quelles sont les exceptions?

Réponse 91

La Loi de l'Ukraine sur la protection du droit d'auteur et des droits voisins adoptée par le Conseil suprême le 23 décembre 1993 est entrée en vigueur le jour de sa promulgation, le 23 février 1994, et a été approuvée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

En vertu de l'article 5 de cette loi, sont protégées les oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques, y compris:

1. les oeuvres littéraires écrites de caractère imaginaire, scientifique, technique ou pratique (livres, brochures, articles, programmes d'ordinateur, etc.);
2. les discours, conférences, exposés, sermons et autres oeuvres orales;
3. les oeuvres musicales avec ou sans livret;
4. les oeuvres dramatiques, musicales ou non, pantomimes, oeuvres chorégraphiques et autres oeuvres créées pour la scène;
5. les oeuvres audiovisuelles;

6. les sculptures, peintures, dessins, gravures et autres oeuvres d'art de caractère pictural;
7. les ouvrages d'architecture;
8. les photographies;
9. les oeuvres d'art appliqué non protégées par une loi spéciale sur la propriété industrielle;
10. les illustrations, cartes, plans, croquis, oeuvres plastiques se rapportant à la géographie, la géologie, la topographie, l'architecture et d'autres branches de la science;
11. les adaptations pour la scène d'oeuvres mentionnées au paragraphe 1 du présent article et les remaniements du folklore à des fins de représentation théâtrale;
12. les traductions, adaptations, arrangements et autres formes de transposition d'oeuvres et du folklore (productions dérivées) ne portant pas atteinte à la protection des oeuvres originales ayant servi de base;
13. les collections d'oeuvres, collections d'adaptations du folklore, encyclopédies et anthologies, collections de données courantes y compris les bases de données et autres oeuvres composites sous réserve qu'elles résultent d'un acte de création visant à en choisir, mettre en concordance ou en ordre le contenu sans porter atteinte à la protection des oeuvres ainsi réunies;
14. les autres oeuvres de cette catégorie.

La loi protège les oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques communiquées ou non au public, indépendamment de leur but, de leur genre, de leur qualité, de leur taille et de leur objectif (éducation, information, vulgarisation, divertissement, etc.) et du mode de reproduction - oral, écrit ou autre.

En vertu de l'article 24 de cette loi, la protection du droit d'auteur est assurée pendant toute la vie de l'auteur et pendant 50 ans après sa mort.

Le droit d'auteur est accordé sur la base du traitement national. Conformément à l'article 8, il est protégé quels que soient la nationalité et le lieu de résidence de l'auteur, si les oeuvres de ce dernier ont été divulguées pour la première fois ou n'ont pas été divulguées mais existent sous une forme objective sur le territoire ukrainien.

Question 92

L'Ukraine envisage-t-elle de devenir partie à la Convention de Berne? Quelles modifications faudrait-il apporter à la Loi sur le droit d'auteur pour satisfaire aux exigences de cette Convention?

Réponse 92

L'Ukraine envisage de devenir partie à la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques. La question a été examinée avec l'OMPI qui a décidé que la Loi de l'Ukraine sur le droit d'auteur et les droits voisins était pleinement conforme aux dispositions de la Convention. L'Organisme d'Etat pour la protection du droit d'auteur et des droits voisins a préparé un dossier en vue de l'accession de l'Ukraine; le Ministère des affaires étrangères étudie actuellement ce dossier qui sera ensuite soumis pour examen au Président et au Conseil suprême.

Question 93

Quelles modifications faudrait-il apporter à la législation sur le droit d'auteur pour répondre aux exigences de l'Accord sur les ADPIC? Quel est l'état d'avancement des mesures prises pour la rendre conforme à cet accord?

Réponse 93

La Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins satisfait aux exigences de la Partie II, section 1), de l'Accord sur les ADPIC.

Question 94

Quel est le système actuellement en vigueur pour assurer la protection du droit d'auteur, en droit civil comme en droit pénal? Quelle est la durée moyenne des actions en justice pour atteinte au droit d'auteur?

Réponse 94

Le 4 février 1994, le Conseil suprême a adopté la Loi portant modification du Code civil de la RSS d'Ukraine qui modifiait comme suit cet instrument:

"Article 472 - Législation sur le droit d'auteur et les droits voisins

La Loi ukrainienne protège les droits personnels (autres que réels) et réels des auteurs et de leurs ayants droit, concernant la création et l'utilisation des oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques (droit d'auteur) et les droits des artistes, interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (droits voisins).

Les rapports découlant de la création et de l'utilisation d'objets du droit d'auteur et des droits voisins sont régis par la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins et d'autres actes législatifs de l'Ukraine."

En vue de l'élaboration du nouveau Code pénal de l'Ukraine, le 20 janvier 1994, l'Organisme d'Etat pour le droit d'auteur et les droits voisins a soumis au Procureur général de l'Ukraine une proposition tendant à modifier comme suit l'article 136 du Code pénal en vigueur:

"Article 136 - Atteinte au droit d'auteur et aux droits voisins

La reproduction illicite d'oeuvres et d'objets des droits voisins (contrefaçon), la paternité forcée des oeuvres, la paternité abusive (plagiat) sont passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison ou d'une amende représentant 100 à 50 000 fois la rémunération qui est fixée par la Loi ukrainienne."

La procédure judiciaire dure quatre à cinq mois en moyenne, et pour les affaires nécessitant une expertise complémentaire il faut compter près d'une année.

Question 95

Comment les enregistrements sonores, les compilations de données et les programmes d'ordinateur sont-ils protégés?

Réponse 95

En vertu de l'article 34 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, les producteurs de phonogrammes ont le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la reproduction de leurs phonogrammes, la distribution de copies de leurs phonogrammes par première vente ou autres formes de cession, ou par crédit-bail, location, prêt et autres moyens de transmission, indépendamment de la première vente, ainsi que la transformation et l'importation de leurs phonogrammes.

L'article 37 de la loi régit l'utilisation des phonogrammes produits à des fins commerciales. Ces phonogrammes peuvent être utilisés sans le consentement de leurs producteurs ou des artistes, interprètes ou exécutants enregistrés, mais moyennant une rémunération suffisante, dans les cas suivants:

1. utilisation publique de phonogrammes;
2. radiodiffusion de phonogrammes;
3. transmission de phonogrammes par câble.

L'encaissement, la répartition et le paiement de la rémunération sont effectués pour l'ensemble des intéressés par l'un des organismes gestionnaires des droits des producteurs de phonogrammes et des artistes, interprètes ou exécutants, conformément aux accords conclus entre ces organismes.

Le montant de la rémunération et les conditions de paiement sont précisés par un contrat entre l'utilisateur des phonogrammes ou une association d'utilisateurs d'une part et les organismes des droits des producteurs de phonogrammes et des artistes, interprètes ou exécutants, d'autre part.

Le niveau de rémunération est fixé pour chaque catégorie d'utilisation des phonogrammes.

Conformément à la Directive du Conseil des Communautés européennes en date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur, l'article 5 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins spécifie que, pour les bases de données et les programmes d'ordinateur, il est tenu dûment compte des dispositions de cette directive.

Question 96

Que prévoit la législation ukrainienne concernant les droits de location? A quelles oeuvres s'applique la disposition permettant aux auteurs et à leurs ayants droit d'autoriser ou d'interdire la location à des fins commerciales d'originaux ou de copies de leurs oeuvres?

Réponse 96

La Loi ukrainienne ne fait pas mention du droit de crédit-bail. A l'article 4, il est question de location, ce qui signifie que les droits patrimoniaux sur l'original ou la copie d'une oeuvre ou d'un phonogramme peuvent être transmis pendant un certain temps dans le dessein d'en retirer un avantage commercial direct ou indirect. Le même article fait mention de la personne détentrice du droit d'auteur et des droits voisins, c'est-à-dire un auteur ou un artiste, interprète ou exécutant, dans le cas où les droits patrimoniaux sont détenus par l'auteur ou l'artiste, interprète ou exécutant ainsi que la personne physique ou morale à laquelle les droits patrimoniaux ont été transmis.

L'article 27 de la loi traite de la transmission (cession) du droit d'auteur: les droits patrimoniaux peuvent être transmis (cédés) par l'auteur ou une autre personne détentrice du droit d'auteur à une tierce personne. L'auteur ou une autre personne détentrice du droit d'auteur (concedant) peut aussi

concéder une licence à une autre personne (concessionnaire) pour l'utilisation de l'oeuvre conformément à cette licence. La transmission (cession) du droit d'auteur et la délivrance d'une licence sont officiellement enregistrées dans un contrat de droit d'auteur.

Question 97

Quel est le champ d'application du régime de licences obligatoire pour les oeuvres protégeables? Dans quelles conditions les licences obligatoires sont-elles délivrées?

Réponse 97

L'article 39 de la Loi ukrainienne prévoit une gestion collective des droits patrimoniaux: pour protéger leurs droits patrimoniaux, les auteurs et d'autres personnes peuvent collectivement en confier la gestion à des organismes qui ne sont pas autorisés à se livrer à des activités commerciales. Ces organismes agissent en vertu et dans le cadre de la compétence qui leur est librement conférée par les auteurs ou d'autres personnes détentrices du droit d'auteur ou de droits voisins. Les activités des organismes chargés de gérer collectivement les droits de propriété sont précisées à l'article 40 de la Loi, aux termes duquel, notamment, les organismes qui gèrent les droits patrimoniaux collectivement peuvent être autorisés à délivrer des licences aux utilisateurs des oeuvres ou des objets de droits voisins.

Toutes les actions intentées par des personnes détentrices du droit d'auteur ou de droits voisins contre des utilisateurs de licences sont examinées par les organismes qui délivrent ces licences.

Question 98

Quelles modifications faut-il apporter à la Loi ukrainienne pour la rendre conforme aux dispositions relatives aux marques de fabrique ou de commerce de l'Accord sur les ADPIC? Quand ces modifications seront-elles apportées?

Réponse 98

Loi sur la protection des marques de fabrique ou de commerce. Cette loi a été examinée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et, dans l'ensemble, est conforme à l'Accord sur les ADPIC. Il n'est pas prévu pour l'instant de la modifier. La loi contient en outre un article sur les traités internationaux (article 3), en vertu duquel, si un traité international auquel l'Ukraine est partie contient des dispositions différentes de celles que prévoit la législation ukrainienne, ce sont les dispositions de l'accord international qui sont applicables.

Question 99

Dans quelle mesure les marques notoirement connues sont-elles protégées par la loi en vigueur et le seront-elles par les modifications qui lui seront apportées le cas échéant? Quelle est la définition et l'étendue de la protection d'une marque notoirement connue?

Réponse 99

Les marques notoirement connues bénéficient de la protection prévue à l'article 6 de la Loi intitulé "Motifs du refus d'enregistrement".

Question 100

Dans quelle mesure une marque notoirement connue non déposée en Ukraine bénéficie-t-elle d'une protection? Quels sont les droits spécifiques du titulaire d'une marque non déposée?

Réponse 100

Une marque ne peut pas être enregistrée comme marque de fabrique ou de commerce si elle est identique ou similaire, au point d'entraîner un risque de confusion:

- aux marques, enregistrées antérieurement ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement en Ukraine sous le nom d'une autre personne pour des produits ou des services similaires;
- aux marques d'autres personnes, si ces marques sont protégées sans être déposées par des accords internationaux auxquels l'Ukraine est partie;
- aux raisons sociales qui sont notoirement connues en Ukraine et appartiennent à d'autres personnes, auxquelles leurs droits ont été conférés avant que la demande ne soit présentée à l'Office pour des produits ou services similaires;
- aux appellations d'origine, sauf dans les cas où elles sont incluses dans la marque en tant qu'éléments non protégés et sont enregistrées sous le nom d'une personne qui a le droit d'utiliser ce nom;
- aux marques de garantie, régulièrement déposées.

La protection des marques notoirement connues non déposées en Ukraine relève de la Loi sur la limitation des monopoles et la prévention de la concurrence déloyale (article 7).

Question 101

Quel rôle le Service d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce joue-t-il dans les poursuites en contrefaçon? Son approbation ou son avis sont-ils nécessaires?

Réponse 101

Un organe exécutif autorisé, informé par l'Office des brevets d'une contrefaçon, peut engager l'une des procédures prévues à l'article 164 du Code de procédure administrative selon lequel "l'utilisation illicite d'une invention, d'un brevet de procédé, d'un modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'une marque de service, d'une marque collective de fabrique ou de commerce, d'une raison sociale ou du marquage de marchandises est passible d'une amende pouvant représenter 50 fois la rémunération minimum, assortie ou non de la confiscation des produits fabriqués, des moyens de production et des matières premières".

En vertu d'un Décret du Conseil des ministres, l'amende est dix fois plus élevée.

Question 102

Pour quels motifs le Service d'enregistrement peut-il refuser d'enregistrer une marque?

Réponse 102

Le refus d'enregistrer une marque peut résulter du fait que la marque ne répond pas aux critères de protection définis à l'article 5 (disposition 1) ainsi que des motifs énoncés à l'article 6.

"Article 5 - Conditions de la protection

1. Bénéficient de la protection les marques qui ne sont pas contraires à l'intérêt public ni aux valeurs humaines et morales ou auxquelles le refus d'enregistrement pour les motifs définis par la présente loi n'est pas applicable."

"Article 6 - Motifs du refus d'enregistrement

1. En vertu de la présente loi, les signes qui ne peuvent bénéficier de la protection sont les suivants:

- les insignes, drapeaux et emblèmes officiels d'Etats;
- les noms officiels d'Etats;
- les emblèmes, les noms abrégés ou entiers d'organisations intergouvernementales;
- les poinçons, estampilles de garantie et d'essai, cachets officiels;
- les décorations et autres distinctions.

Ces signes peuvent être inclus dans la marque en tant qu'éléments non protégés avec l'autorisation de l'autorité compétente ou de leurs propriétaires.

2. En vertu de la présente loi, sont en outre exclus de la protection les signes suivants:

- les signes sans caractère distinctif;
- les signes largement utilisés pour le marquage d'une catégorie de produits;
- les signes indiquant le type, la qualité, la quantité, les propriétés, l'usage, la valeur des produits et des services ainsi que le lieu et la date de la fabrication ou la vente des produits ou de la prestation des services;
- les signes induisant ou pouvant induire en erreur sur les produits, les services ou la personne qui fabrique les produits et fournit les services;
- les signes utilisés couramment comme symboles et comme termes.

Les signes mentionnés aux paragraphes 2, 3, 4 et 6 de la présente disposition peuvent être inclus dans une marque en tant qu'éléments non protégés s'ils ne sont pas prédominants dans la représentation de la marque.

3. Une marque ne peut être enregistrée comme marque de fabrique ou de commerce si elle est identique ou similaire, au point d'entraîner un risque de confusion:

- aux marques enregistrées antérieurement ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement en Ukraine sous le nom d'une autre personne pour des produits ou des services similaires;
- aux marques d'autres personnes si ces marques sont protégées sans être déposées par des accords internationaux auxquels l'Ukraine est partie;
- aux raisons sociales qui sont notoirement connues en Ukraine et appartiennent à d'autres personnes, auxquelles leurs droits ont été conférés avant que la demande ne soit présentée à l'Office pour des produits et services similaires;

- aux appellations d'origine sauf dans les cas où elles sont incluses dans la marque en tant qu'éléments non protégés et sont enregistrées sous le nom d'une autre personne qui a le droit d'utiliser ce nom; aux marques de garantie régulièrement enregistrées."
4. Ne sont pas enregistrés en tant que marques les signes reproduisant ce qui suit:
- les dessins et modèles industriels sur lesquels les droits appartiennent à d'autres personnes en Ukraine;
 - les titres d'oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques notoirement connues en Ukraine ou les citations et les personnages qui en proviennent, les titres d'oeuvres d'art et de fragments de ces oeuvres, sans l'autorisation des détenteurs du droit d'auteur ou de leurs ayants droit;
 - les noms, prénoms, pseudonymes et leurs diminutifs, les portraits et les reproductions de portraits de personnes notoirement connues en Ukraine sans leur autorisation."

Question 103

Des montants minimums/maximums ont-ils été fixés pour les amendes punissant les contrefaçons?

Réponse 103*

Voir chapitre II, disposition 4, de l'addendum.

Question 104

L'enregistrement d'une marque constitue-t-il la notification du droit exclusif du détenteur aux contrevenants éventuels? Le détenteur d'un droit doit-il avoir directement avisé de son droit un contrevenant pour que la responsabilité de ce dernier soit engagée? Ou l'enregistrement de la marque est-il suffisant?

Réponse 104

La réponse à ces questions se trouve aux articles 12 et 15 de la loi:

"Article 12 - Publication des données concernant la délivrance du certificat

1. L'Office notifie dans son bulletin officiel, dans les termes qu'il a arrêtés, la délivrance de certificats sur la base des décisions d'enregistrement qui ont été prises et au vu de la pièce attestant le paiement des droits afférents à la délivrance des certificats.

Si la pièce attestant le paiement des droits afférents à la délivrance du certificat n'est pas parvenue à l'Office dans un délai de trois mois à compter de la date où le déposant a été informé de la décision de délivrer le certificat, la notification n'est pas publiée et la demande est réputée annulée.

2. Une fois publiée la notification relative à la délivrance d'un certificat, toute personne est en droit de prendre connaissance du contenu de la demande selon des modalités déterminées par l'Office."

"Article 16 - Droits conférés par le certificat

3. Le certificat habilite le détenteur du droit à empêcher les autres personnes d'utiliser la marque enregistrée sans son consentement sauf dans les cas où en vertu de la présente loi l'utilisation de la marque n'est pas considérée comme une atteinte aux droits du titulaire du certificat."

Question 105

**Quelle est la durée de validité des enregistrements de marques de fabrique ou de commerce?
L'enregistrement peut-il être renouvelé indéfiniment?**

Réponse 105

La réponse à cette question se trouve à l'article 5:

"Article 5 - Conditions de la protection

La propriété d'une marque est attestée par un certificat. Le certificat a une validité de dix ans à compter de la date où la demande a été déposée à l'Office et il est prorogé par l'Office si le titulaire en fait la demande au cours de la dernière année de validité, chaque fois pour une période de dix ans. La procédure de prorogation de la validité du certificat est fixée par l'Office. La validité du certificat prend fin avant son échéance dans les conditions énoncées à l'article 18 de la présente loi."

Question 106

La Loi ukrainienne prévoit-elle l'obligation de faire usage de la marque pour conserver les droits qu'elle confère?

Réponse 106

La réponse à cette question se trouve à l'article 17:

"Article 17 - Obligations découlant du certificat

Le titulaire d'un certificat est tenu d'exercer suffisamment le droit exclusif conféré par le certificat. Si la marque n'est pas utilisée ou n'est pas assez utilisée en Ukraine pendant les trois années qui suivent la date de publication des données concernant la délivrance du certificat ou la date où la marque a cessé d'être utilisée, toute personne peut introduire devant un tribunal (tribunal d'arbitrage) une requête en annulation de l'effet du certificat avant son échéance.

Lorsqu'il examine la question, le tribunal (tribunal d'arbitrage) peut tenir compte des éléments de preuve produits par le titulaire du certificat aux fins d'établir que la marque n'a pas été utilisée en raison de circonstances indépendantes de sa volonté."

Question 107

La Loi ukrainienne permet-elle l'enregistrement de marques identiques ou similaires pour les mêmes produits ou des produits apparentés en faveur de parties différentes?

Réponse 107

Non. La réponse à cette question se trouve à l'article 6 (dispositions 2 et 3):

"Article 6 - Motifs du refus d'enregistrement. En vertu de la loi sont exclus de la protection les signes suivants:

- les signes sans caractère distinctif;
- les signes largement utilisés pour le marquage d'une catégorie de produits et services;
- les signes indiquant le type, la qualité, la quantité, les propriétés, l'usage, la valeur des produits et des services ainsi que le lieu et la date de la fabrication ou la vente des produits ou de la prestation des services;
- les signes induisant ou pouvant induire en erreur sur les produits, les services ou la personne qui fabrique les produits et fournit les services;
- les signes utilisés couramment comme symboles et comme termes.

Les signes mentionnés aux paragraphes 2, 3, 4 et 6 de la présente disposition peuvent être inclus dans une marque en tant qu'éléments non protégés s'ils ne sont pas prédominants dans la représentation de la marque.

Une marque ne peut être enregistrée comme marque de fabrique ou de commerce si elle est identique ou similaire, au point d'entraîner un risque de confusion:

- aux marques, enregistrées antérieurement ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement en Ukraine sous le nom d'une autre personne pour des produits ou des services similaires;
- aux marques d'autres personnes, si ces marques sont protégées sans être déposées par des accords internationaux auxquels l'Ukraine est partie;
- aux raisons sociales qui sont notoirement connues en Ukraine et appartiennent à d'autres personnes, auxquelles leurs droits ont été conférés avant que la demande ne soit présentée à l'Office pour des produits et services similaires;
- aux appellations d'origine, sauf dans les cas où elles sont incluses dans la marque en tant qu'éléments non protégés et sont enregistrées sous le nom d'une personne qui a le droit d'utiliser ce nom;
- aux marques de garantie, régulièrement enregistrées."

Question 108

L'enregistrement d'une cession est-il obligatoire? Si oui, quelles sont les conséquences du défaut d'enregistrement?

Réponse 108

Oui. L'enregistrement de la cession du droit est obligatoire (article 16, disposition 6):

"Article 16 - Droits conférés par le certificat

Les contrats de cession de la propriété d'une marque et les contrats de licence sont réputés valides s'ils sont établis par écrit et signés par les parties. Ces contrats n'entrent en vigueur à l'égard de toute autre personne qu'après avoir été enregistrés à l'Office."

Question 109

Dans quelle mesure les décisions du service d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce sont-elles susceptibles de recours devant un tribunal?

Réponse 109

Les décisions sont susceptibles de recours en vertu de l'article 19, disposition 2:

"Article 19 - Annulation du certificat

Toute personne peut former opposition à la délivrance d'un certificat auprès de la Commission d'appel dans les six mois qui suivent la date de publication des données concernant la délivrance du certificat. L'opposition est examinée par la Commission d'appel dans les six mois suivant sa réception et elle est portée à la connaissance du titulaire du certificat. La Commission d'appel examine l'opposition dans la limite des motifs qui y sont exposés. L'opposant et le titulaire du certificat peuvent prendre part à cet examen. La décision de la Commission d'appel est susceptible de recours judiciaire.

Si aucune opposition à la délivrance du certificat n'a été reçue par la Commission dans les délais prévus, le certificat ne peut être invalidé que sur décision judiciaire.

Le certificat ou sa partie est réputé(e) de nul effet depuis la date du dépôt de la requête."

Question 110

De quelle forme de protection bénéficient les dessins et modèles industriels? L'Ukraine a-t-elle l'intention de modifier sa législation afin d'appliquer les dispositions relatives aux dessins et modèles industriels de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse 110

En vertu de la Loi sur la protection des dessins et modèles industriels, la propriété des dessins et modèles industriels est attestée par un brevet.

La durée de validité d'un brevet de dessin ou modèle industriel est de dix ans à compter de la date de dépôt de la demande auprès de l'Office. Elle est prorogée par l'Office à la demande du titulaire du brevet mais pour une durée ne dépassant pas cinq ans (article 5, disposition 5).

La loi a été examinée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et dans l'ensemble elle est conforme à l'Accord sur les ADPIC. On n'envisage pas pour l'instant de la modifier.

Question 111

Est-ce que désormais l'Ukraine protège les schémas de configuration? Des modifications sont-elles nécessaires pour appliquer l'Accord sur les ADPIC (y compris les obligations relatives à l'octroi de licences obligatoires, les mesures de contrôle à la frontière et les redevances)? Sous quelle forme cette protection est-elle assurée?

Réponse 111

Conformément à la Loi sur la protection des inventions et des modèles d'utilité (article 3, disposition 3), les domaines suivants sont exclus de la brevetabilité:

- les schémas de configuration.

L'Ukraine devra certainement modifier ce texte pour se conformer à ses obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC.

Question 112

L'Ukraine accorde-t-elle toutes les formes de réparation prévues par l'Accord sur les ADPIC, en particulier les injonctions, le versement de dommages-intérêts, la saisie et la destruction des marchandises portant atteinte à un droit, les mesures provisoires, les mesures à la frontière et les sanctions pénales? Dans chaque cas indiquer de quelle loi découle la protection et si la loi considérée doit être modifiée pour que les articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC soient pleinement appliqués?

Réponse 112

Voir réponses 86 et 90.

Question 113

L'Ukraine protège-t-elle le secret commercial? Si oui, quelles formes revêt cette protection? L'Ukraine doit-elle apporter des modifications aux textes pertinents pour se conformer à ses obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse 113

Oui. En vertu de la Loi sur le secret commercial et de la Loi du 18 septembre 1992 sur les entreprises en Ukraine (article 30), la protection du secret commercial fait partie intégrante de l'ensemble des mesures de sécurité intéressant les différentes entreprises. Par secret commercial on entend les renseignements relatifs aux activités commerciales conférant certains privilèges. Ces renseignements doivent être en possession d'une personne privée. Font exception à cet égard les données constituant un secret d'Etat ainsi que les objets de propriété intellectuelle protégés par la législation relative aux brevets et au droit d'auteur.

Question 114

Y a-t-il en Ukraine des lois susceptibles d'être visées par les dispositions concernant les pratiques anticoncurrentielles de l'article 40 de l'Accord sur les ADPIC? Si oui, préciser lesquelles?

Réponse 114

Non.

Question 115

Y a-t-il des restrictions à l'octroi de licences aux ressortissants ukrainiens ou aux ressortissants étrangers en matière de propriété intellectuelle?

Réponse 115

Non.

Question 123n

- Dans sa réponse à la question 92, l'Ukraine a déclaré qu'elle envisageait d'adhérer à la Convention de Berne sur la protection des oeuvres littéraires et artistiques.

Dans ses entretiens avec l'OMPI, quelles mesures l'Ukraine doit-elle prendre pour adhérer à la Convention de Berne?

Réponse 123n

Voir réponses 124n à 132n.

Question 124n

- **Partant de cette réponse, nous croyons comprendre que l'Organisme d'Etat pour la protection du droit d'auteur et des droits voisins a préparé une documentation en vue de l'adhésion de l'Ukraine à la Convention de Berne.**

Quel est le délai dans lequel l'Ukraine adhérera à cette Convention? Quand le Président et le Conseil suprême étudieront-ils la documentation préparée par l'Organisme d'Etat pour la protection du droit d'auteur et des droits voisins?

Réponse 124n

Un jeu de documents d'adhésion (c'est-à-dire une lettre du Ministre des affaires étrangères d'Ukraine, un projet d'allocution du Président au Conseil suprême, un projet de loi et une note explicative) a été remis au Cabinet du Président de l'Ukraine.

La Commission permanente du Conseil suprême pour les sciences et l'éducation a adopté une décision recommandant au Conseil suprême d'adopter en 1995 la Loi sur l'adhésion de l'Ukraine à la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (Paris, 1971).

Question 125n

- **Au sujet de la réponse 94, nous serions heureux de connaître les détails du système ukrainien de protection du droit d'auteur en droit civil et en droit pénal.**

Des poursuites ont-elles été engagées dans le cadre de ce système? Dans l'affirmative, combien? Combien d'affaires ont-elles été menées à terme?

Réponse 125n

Selon l'article 136 du Code pénal ukrainien, la publication d'un ouvrage scientifique, littéraire ou artistique d'un autre auteur sous son propre nom et toutes les autres usurpations du droit d'auteur, de même que la reproduction ou la distribution illicites de ses oeuvres sont passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à un an de prison ou d'une amende à concurrence de 15 fois le montant du salaire minimum.

Conformément à l'article 13, Titre V, de la Loi ukrainienne sur le droit d'auteur et les droits voisins, l'utilisation des oeuvres d'une autre personne sans le consentement du titulaire du droit d'auteur ou des droits voisins, la violation des conditions d'utilisation du droit d'auteur ou de droits voisins, ou l'atteinte aux droits personnels et réels du titulaire du droit d'auteur ou de droits voisins, autorise le titulaire du droit d'auteur à faire appel au tribunal pour la restitution de ses droits moyennant la publication des rectificatifs adéquats dans la presse. Le tribunal a le droit de décider l'interdiction de la publication d'un ouvrage, de l'exécution d'une production ou d'un phonogramme, leur émission hertzienne ou par câble ou leur distribution, ou encore d'ordonner la saisie ou la confiscation de tous les exemplaires de l'oeuvre ou du phonogramme ainsi que du matériel et des matériaux utilisés pour sa production et sa reproduction ainsi que la destruction ou la saisie de toutes les copies de l'oeuvre

ou du phonogramme une fois établi qu'ils ont été produits ou distribués en infraction aux droits exclusifs du titulaire du droit d'auteur ou de droits voisins. Cela concerne toutes les matrices et formes originales, les bandes magnétiques, les négatifs photographiques et tous les autres objets qui ont servi à copier l'oeuvre, le phonogramme ou le programme de radio, ainsi que les matériaux et matériels utilisés pour produire ces copies.

Les procédures d'indemnisation des pertes dues à des infractions au droit d'auteur ou à des droits voisins sont prévues par l'article 44 de la loi précitée. En particulier, le titulaire du droit d'auteur ou de droits voisins peut exiger:

- a) le remboursement des pertes résultant d'une infraction au droit d'auteur ou à des droits voisins, y compris les pertes de bénéfice;
- b) le remboursement des bénéfices acquis par l'auteur de l'infraction au droit d'auteur ou à des droits voisins;
- c) le paiement d'une indemnité qui sera déterminée par le tribunal et comprise entre dix et 50 000 fois le salaire minimum établi par la législation ukrainienne.

Le tribunal peut non seulement obliger le coupable de l'infraction à indemniser les pertes et à rembourser le bénéfice qu'il aura retiré de l'infraction, mais également lui imposer à titre d'amende 10 pour cent du montant accordé par le tribunal au plaignant.

L'auteur d'une infraction au droit d'auteur ou à des droits voisins est tenu de payer au détenteur de ces droits des dommages-intérêts d'un montant fixé par le tribunal.

Comme indiqué au Titre 1, article 8, la protection accordée par cette loi aux auteurs est indépendante de leur nationalité et s'applique aux oeuvres publiées pour la première fois, ou non publiées mais se trouvant sur le territoire ukrainien.

Question 126n

- **En ce qui concerne la protection des enregistrements sonores, les bases de données et les logiciels, l'Ukraine déclare se conformer à la Directive du Conseil des Communautés européennes concernant la protection des programmes informatiques, cela en application de l'article 5 de la Loi ukrainienne sur le droit d'auteur et les droits voisins.**

Prière d'expliquer comment l'Ukraine interprète le traitement des bases de données et des programmes informatiques compte dûment tenu des prescriptions de la Directive du Conseil des Communautés européennes. Plus précisément, comment l'Ukraine protège-t-elle les programmes informatiques et les bases de données?

Réponse 126n

Il est indiqué à l'article 4, Titre 1, de la Loi ukrainienne sur le droit d'auteur et les droits voisins, qu'une base de données est une compilation de matériaux, de documents ou de chiffres lisibles sur machine, et un programme informatique un ensemble d'instructions sous la forme de mots, de chiffres, de codes, de graphiques, de symboles, etc., lisibles sur machine et qui commandent cette machine pour obtenir un certain résultat. Cette notion s'applique aux systèmes opérationnels aussi bien qu'aux programmes d'application exprimés sous forme finale ou sous celle d'un code objectif, y compris les matériels préparatoires et les représentations audio ou visuelles reçues par l'entremise d'un programme informatique. La notion de "programme informatique" ne couvre pas celle de "base de données".

Il est dit en outre, à l'article 5 de la même loi, que les ouvrages scientifiques, littéraires et artistiques sont protégés par elle, et en particulier:

1. Les belles-lettres et la documentation scientifique, technique ou documentaire (livres, brochures, articles, programmes informatiques, etc.);

... 13. Les recueils d'ouvrages, recueils folkloriques, encyclopédies et anthologies ainsi que les recueils de données réelles, y compris les bases de données ...

Ainsi, les programmes informatiques et les bases de données sont protégés tout autant que les ouvrages littéraires, scientifiques et artistiques et les procédures d'application de cette protection s'appliquent intégralement en cas d'infraction au droit d'auteur.

Question 127n

- **Il est écrit dans les réponses 99 et 100 que l'Ukraine protège les marques notoirement connues non déposées en Ukraine en application de la Loi ukrainienne sur la limitation des monopoles et la prévention de la concurrence déloyale (article 7).**

Quelle est la définition et l'étendue de la protection accordée à une marque notoirement connue? Prière d'expliquer la teneur de l'article 6 "Motifs du refus d'enregistrement". Quels sont les droits du propriétaire d'une marque notoirement connue mais non déposée?

Réponse 127n

Conformément à l'article 3 de la Loi ukrainienne sur la protection du droit aux marques de produits et de services (ci-après dénommée "la Loi"), l'Ukraine applique les règles contenues dans les traités internationaux et, partant, l'article 6 bis de la Convention de Paris qui définit les obligations des pays membres en ce qui concerne les marques commerciales notoirement connues. L'article 6 de la Loi précise qu'une protection juridique ne peut être accordée aux marques connues en Ukraine mais qui appartiennent à des personnes autres que celles qui sont propriétaires des droits sur ces marques.

Cela signifie qu'une marque notoirement connue ne sera pas enregistrée sous le nom d'une personne autre que son propriétaire si celui-ci peut prouver que sa marque est notoirement connue en Ukraine. La décision concernant la reconnaissance d'une marque en tant que notoirement connue relève d'un expert du Centre de recherche scientifique sur les brevets.

Il n'existe aujourd'hui en Ukraine aucun critère précis pour définir le caractère de "notoirement connue" d'une marque; c'est pourquoi l'expert se fonde pour sa décision sur sa conception subjective du dossier. Néanmoins, si le propriétaire d'une marque notoirement connue n'est pas satisfait de la décision prise par l'expert, il peut recourir contre elle selon les procédures appropriées et demander que la décision soit revue par le tribunal.

La protection des marques notoirement connues sur le plan international mais non déposées en Ukraine est assurée conformément à la Loi ukrainienne sur la limitation des monopoles et la prévention de la concurrence déloyale:

"On entend par concurrence déloyale l'utilisation sans autorisation du nom d'une entreprise, d'un marque commerciale de marchandises ou de services ou de toute marque apposée sur un produit, la copie d'une formule, d'un emballage, d'un conditionnement extérieur, ainsi que l'imitation, la copie ou la reproduction directe du produit d'une autre entreprise, l'utilisation sans autorisation de son nom (article 7, conformément au projet en deuxième lecture au Conseil suprême d'Ukraine).

Si une marque notoirement connue est enregistrée en Ukraine, sa protection ne diffère pas de celle offerte à n'importe quelle autre marque. Si elle ne l'est pas, un certificat de marque ne sera délivré à aucune personne qui n'en est pas propriétaire, cela conformément à l'article 6 (paragraphe 3) de la Loi sur la protection des droits aux marques des produits et des services.

De plus, une marque notoirement connue ne sera pas enregistrée au nom d'une personne autre que son propriétaire, même si le propriétaire ne s'en sert pas pour la production de marchandises et si ces marchandises ne figurent pas dans la liste des biens ou des services prévus dans le certificat délivré dans un autre pays.

Question 128n

- **Il nous semble que la réponse à la question 104 signifie que l'enregistrement d'une marque ne signifie pas notification aux auteurs potentiels d'infractions de l'exclusivité du détenteur du droit, si le document attestant le paiement des droits de délivrance du certificat n'est pas reçu par l'Office trois mois après la date à laquelle un demandeur a eu connaissance de la décision concernant la délivrance du certificat.**

S'agit-il là d'une interprétation correcte?

Réponse 128n

"Sur la base de la décision d'enregistrement d'une marque et sur remise d'une pièce attestant le paiement des taxes de délivrance du certificat, le Département publie dans son bulletin officiel la délivrance du certificat.

Si la pièce attestant le paiement des taxes de délivrance du certificat n'a pas été reçue par le Département dans les trois mois suivant la date à laquelle le demandeur a eu connaissance de la décision de lui délivrer un certificat, la publication n'a pas lieu et la demande est considérée comme retirée." (Article 12, paragraphe 1 de la Loi ukrainienne sur la protection des droits aux marques des produits et des services.)

Les infractions au droit à une marque sont définies dans l'article 20 de la Loi précitée. Le propriétaire d'une marque dont les droits ont été enfreints peut demander dans les formes au Comité antimonopole d'Ukraine de renouveler les droits qui ont fait l'objet de l'infraction. Le Comité antimonopole étudie la demande et prend les mesures voulues conformément aux procédures prévues dans les lois sur la limitation des monopoles et la prévention de la concurrence déloyale en affaires, sur le Comité antimonopole d'Ukraine et aussi, sur les règles provisoires d'enquête sur les infractions à la législation ukrainienne antimonopole, y compris la saisine d'un tribunal.

Le propriétaire d'une marque dont les droits ont fait l'objet d'une infraction peut s'adresser directement aux tribunaux. La Loi ukrainienne sur la protection des droits aux marques des produits et des services n'impose pas au détenteur du certificat d'informer par écrit l'auteur de l'infraction avant de recourir, sauf si le propriétaire a l'intention de s'adresser à un tribunal, auquel cas, conformément aux règles de procédure judiciaire, le détenteur du certificat est tenu d'aviser par écrit l'auteur de l'infraction de l'infraction commise.

L'utilisation d'une marque n'est pas considérée comme une atteinte aux droits de son propriétaire:

- si la validité du certificat a expiré (article 18);
- si le certificat est invalidé (article 19);

- si les droits de propriété d'une marque sont cédés par accord à une personne qui devient alors le successeur en titre du détenteur du certificat (article 16, paragraphe 4); ou
- si l'autorisation d'utiliser une marque est concédée à une personne sous la forme d'un contrat d'exploitation sous licence (article 16, paragraphe 5).

Question 129n

- **Il apparaît que c'est le certificat qui donne au propriétaire de la marque le droit d'interdire à des tiers d'utiliser sans son consentement la marque enregistrée.**

Prière d'exposer au Groupe de travail comment établir la responsabilité de l'auteur de l'infraction. Par exemple, le titulaire du droit doit-il aviser effectivement l'auteur de l'infraction avant que celui-ci ne soit réputé responsable? Prière de donner des exemples des cas où l'utilisation d'une marque n'est pas considérée par la Loi comme une infraction aux droits du détenteur d'un certificat.

Réponse 129n

Voir réponse 128n, paragraphes 1 et 2.

Question 130n

D'après la réponse 111, l'Ukraine, conformément à la Loi sur la protection des inventions et des modèles d'utilité, exclut de la brevetabilité les schémas de configuration. Toujours dans cette réponse, l'Ukraine admet que la loi en question devra être modifiée comme il convient pour respecter les obligations de l'Accord ADPIC.

Dans quel délai l'Ukraine se conformera-t-elle à l'Accord sur les ADPIC concernant les schémas de configuration?

Réponse 130n

La législation ukrainienne actuelle ne prévoit pas la protection des schémas de configuration ni de la topographie des circuits intégrés mais, conformément à l'article 65, paragraphe 3, de l'Accord sur les ADPIC, l'Ukraine, en sa qualité de pays en transition économique, a le droit de bénéficier d'un moratoire de quatre ans pour aligner sa législation relative à la propriété intellectuelle sur les dispositions dudit accord. Nous avons l'intention, durant cette période, d'élaborer et de mettre en vigueur la Loi sur la protection des schémas de configuration et de la topographie des circuits intégrés.

Question 131n

- **Nous comprenons que la législation ukrainienne protège le secret commercial.**

Quelles sont les procédures appliquées en Ukraine pour protéger les secrets commerciaux? Sera-t-il nécessaire d'y apporter des modifications pour respecter les obligations inscrites dans l'Accord sur les ADPIC? Prière de préciser ce que signifie exactement la formule "font exception à cet égard les données constituant un secret d'Etat ainsi que les objets de propriété intellectuelle protégés par la législation relative aux brevets et au droit d'auteur".

Réponse 131n

La protection des secrets commerciaux ne relève pas de l'Organisme d'Etat pour la protection des brevets ni de l'Organisme d'Etat pour la protection du droit d'auteur et des droits voisins.

Il convient de préciser que la réponse à la question 113 contenait une erreur. Il n'existe pas en Ukraine de loi relative aux secrets commerciaux.

La protection du secret commercial est réglementée par l'article 30 de la Loi ukrainienne sur les entreprises en Ukraine, dont voici le texte:

"Article 30. Le secret commercial dans les entreprises

1. On entend par secret commercial toutes les informations liées à la production, aux données techniques, à la gestion, aux finances et aux autres activités d'une entreprise, qui ne constituent pas un secret d'Etat, mais dont la divulgation (par communication ou fuite) pourrait nuire aux intérêts de l'entreprise.
2. Le contenu et l'étendue des informations qui constituent un secret commercial et les moyens de faire respecter ce secret doivent être déterminés par le directeur de l'entreprise. Les informations qui ne peuvent être considérées comme un secret commercial seront déterminées par le Conseil des ministres de l'Ukraine.
3. La responsabilité de la diffusion d'informations constituant un secret commercial en vue de la protection de ces informations sera définie par la Loi ukrainienne."

Les critères de définition des secrets commerciaux sont énumérés à l'article 7 de la Loi ukrainienne sur la limitation des monopoles et la prévention de la concurrence déloyale en affaires.

On entend, par définition, par concurrence déloyale le fait de recevoir, utiliser et divulguer des secrets commerciaux ou des informations confidentielles dans le dessein de nuire à la réputation en affaires d'un tiers ou de porter atteinte à sa propriété. L'article 13, paragraphe 3, de la loi en question réglemente également les droits d'accès du Comité antimonopole aux informations nécessaires:

"Les informations constituant un secret commercial et reçues par le Comité antimonopole d'Ukraine ainsi que ses agences territoriales ne seront pas divulguées.

Les pertes provoquées par la divulgation d'informations constituant un secret commercial seront intégralement indemnisées par le Comité antimonopole moyennant prélèvement sur le budget de l'Etat conformément à la décision du tribunal".

La Résolution n° 611 du Conseil des ministres d'Ukraine sur les informations qui ne constituent pas un secret commercial, en date du 9 septembre 1993, est elle aussi en vigueur.

Nous estimons qu'il devrait exister en Ukraine une loi ou tout autre texte législatif qui protège les informations confidentielles (y compris le secret commercial, le savoir-faire, les données non divulguées et d'autres informations conformément à l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC).

Question 132n

- **Il est dit dans la réponse 325 que "les programmes d'ordinateur ne sont pas protégés en tant qu'oeuvres littéraires. Les banques de données ne le sont pas davantage." Cela signifie-t-il que l'Ukraine n'autorise pas l'enregistrement du droit d'auteur sur les logiciels?**

Réponse 132n

La réponse donnée à la question 325 était inexacte. La bonne réponse est contenue dans la réponse à la question 95.

"En vertu de l'article 34 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, les producteurs de phonogrammes ont le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la reproduction de leurs phonogrammes, la distribution de copies de leurs phonogrammes par première vente ou d'autres formes de cession, ou par crédit-bail, location, prêt et autres moyens de transmission, indépendamment de la première vente, ainsi que la transformation et l'importation de leurs phonogrammes.

L'article 37 de la loi régit l'utilisation des phonogrammes produits à des fins commerciales. Ces phonogrammes peuvent être utilisés sans le consentement de leurs producteurs ou des artistes, interprètes ou exécutants enregistrés, mais moyennant une rémunération suffisante, dans les cas suivants:

1. utilisation publique de phonogrammes;
2. radiodiffusion de phonogrammes;
3. transmission de phonogrammes par câble.

L'encaissement, la répartition et le paiement de la rémunération sont effectués pour l'ensemble des intéressés par l'un des organismes gestionnaires des droits des producteurs de phonogrammes et des artistes, interprètes ou exécutants, conformément aux accords conclus entre ces organismes.

Le montant de la rémunération et les conditions de paiement sont précisés par un contrat entre l'utilisateur des phonogrammes ou une association d'utilisateurs d'une part et les organismes de défense des droits des producteurs de phonogrammes et des artistes, interprètes ou exécutants, d'autre part.

Le niveau de la rémunération est fixé pour chaque type d'utilisation des phonogrammes.

Conformément à la Directive du Conseil des Communautés européennes en date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur, l'article 5 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins spécifie que, pour les bases de données et les programmes d'ordinateur, il est tenu dûment compte des dispositions de cette directive.

Explication:

Il est indiqué à l'article 4, Titre 1, de la Loi ukrainienne sur le droit d'auteur et les droits voisins, qu'une base de données est une compilation de matériaux, de documents ou de chiffres lisibles sur machine, et un programme informatique un ensemble d'instructions sous la forme de mots, de chiffres, de codes, de graphiques, de symboles, etc., lisibles sur machine et qui commandent cette machine pour obtenir un certain résultat. Cette notion s'applique aux systèmes opérationnels aussi bien qu'aux programmes d'application exprimés sous forme finale ou sous celle d'un code objectif, y compris les matériels préparatoires et les représentations audio ou visuelles reçues par l'entremise d'un programme informatique.

Il est dit en outre, à l'article 5 de la même loi, que les ouvrages scientifiques, littéraires et artistiques sont protégés par elle, et en particulier:

1. Les belles-lettres et la documentation scientifique, technique ou documentaire (livres, brochures, articles, programmes informatiques, etc.);

Ainsi, les programmes d'ordinateur sont protégés comme les oeuvres littéraires, scientifiques et artistiques, ce qui est conforme à la Directive de l'Union européenne.

WT/ACC/UKR/1 - pages 108-127

9. Politique concernant les droits de propriété intellectuelle

Question a

Dans quelle mesure la réglementation et la protection des droits de propriété intellectuelle sont-elles conformes aux exigences de l'OMC? (Question 81 WT/L/20/Add.3)

Réponse

La législation ukrainienne actuelle est fondée sur la loi type élaborée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Les Lois de l'Ukraine sur la protection des inventions et des modèles d'utilité, sur la protection des dessins et modèles industriels, sur la protection des marques de fabrique ou de commerce et des marques de service sont, en règle générale, conformes aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Par ailleurs, elles comportent un article sur les traités internationaux en vertu duquel si un traité international auquel l'Ukraine est partie contient des dispositions différentes de celles que prévoit la législation ukrainienne, ce sont les dispositions du traité international qui sont applicables (article 3).

Question b

Quels sont les domaines exclus de la brevetabilité en vertu de la législation ukrainienne? (Question 82 WT/L/20/Add.3)

Réponse

Conformément à la Loi sur la protection des inventions et des modèles d'utilité (article 5, disposition 3), les domaines suivants sont exclus de la brevetabilité:

- les découvertes, les théories scientifiques et les méthodes mathématiques;
- les méthodes d'organisation et de gestion de l'économie;
- les plans, les signes conventionnels, les horaires et les règles;
- les méthodes d'exécution d'opérations mentales;
- les programmes d'ordinateur;
- les résultats d'une conception artistique;
- les schémas de configuration de circuits intégrés;
- les variétés végétales et les races animales.

Note: Les variétés végétales sont protégées par la Loi ukrainienne relative à la "Protection des droits sur les variétés végétales".

Question c

La législation ukrainienne est-elle actuellement conforme à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)? Sinon, qu'envisage l'Ukraine pour rendre son système conforme et dans quel délai prévoit-elle de le faire? (Question 83 WT/L/20/Add.3)

Réponse

Voir réponse 277.

Question d

La Loi ukrainienne relative aux brevets confère-t-elle tous les droits mentionnés à l'article 28 de l'Accord sur les ADPIC eu égard aux brevets dont l'objet est un produit ou un procédé? Sinon, quels sont les domaines qui ne sont pas protégés? (Question 84 WT/L/20/Add.3)

Réponse

La Loi ukrainienne octroie tous les droits qui sont énoncés à l'article 28 de l'Accord sur les ADPIC (article 23).

Question e

Y a-t-il des restrictions au droit qu'a un titulaire d'un brevet de céder ou de transmettre les droits conférés par le brevet ou de concéder une licence? (Question 85 WT/L/20/Add.3)

Réponse

Il n'y a pas de restriction au droit qu'a le titulaire d'un brevet de céder ou de transmettre ses droits ou de concéder une licence.

Question f

Dans quelles conditions des licences obligatoires, y compris celles qui sont destinées à être utilisées par les pouvoirs publics ou par des tiers autorisés par ces derniers, peuvent-elles être concédées? Des modifications seront-elles nécessaires pour appliquer les dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? (Question 86 WT/L/20/Add.3)

Réponse

Les réponses à ces questions se trouvent aux articles 24 et 26 (dispositions 1 et 2), qui disposent ce qui suit:

Article 24. Cession obligatoire des droits.

Agissant dans l'intérêt de la société et de la sécurité nationale, le Conseil des ministres de l'Ukraine est habilité à autoriser l'exploitation d'une invention (ou d'un modèle d'utilité) sans le consentement du titulaire du brevet, sous réserve du paiement d'une rémunération appropriée à ce dernier.

Les litiges concernant les modalités d'octroi de cette autorisation et de paiement d'une telle rémunération, ainsi que le montant de celle-ci, doivent faire l'objet d'un règlement judiciaire.

Article 26. Obligations découlant du brevet.

1. Le titulaire d'un brevet est tenu d'exploiter en toute bonne foi le droit exclusif conféré par le brevet.

Si une invention (ou un modèle d'utilité) n'a pas été exploitée ou a été insuffisamment exploitée en Ukraine pendant les trois années qui ont suivi la date de publication des données concernant la délivrance du brevet ou la date à laquelle l'exploitation de l'invention a été interrompue, toute personne souhaitant exploiter l'invention (ou le modèle d'utilité) et prête à le faire peut, à condition que le titulaire du brevet ait refusé de conclure un accord de licence, introduire devant un tribunal (tribunal d'arbitrage) une requête à l'effet d'être autorisé à exploiter l'invention (ou le modèle d'utilité).

Si le titulaire du brevet ne prouve pas que la non-exploitation de l'invention (ou du modèle d'utilité) était due à des motifs valables, le tribunal (tribunal d'arbitrage) engage une procédure à l'effet d'accorder à la personne intéressée l'autorisation d'exploiter l'invention (ou le modèle d'utilité), en fixant l'étendue de l'exploitation, la durée de validité de l'autorisation ainsi que le montant et le mode de paiement de la rémunération à payer au titulaire du brevet.

2. Le titulaire d'un brevet est tenu d'accorder une autorisation (de concéder une licence) pour l'exploitation d'une invention (ou d'un modèle d'utilité) au titulaire d'un brevet ultérieur, si l'invention (ou le modèle d'utilité) de ce dernier est destinée à d'autres fins ou présente de gros avantages technologico-économiques et ne peut être utilisée sans porter atteinte aux droits du titulaire du premier brevet. L'octroi de cette autorisation peut être fonction du consentement approprié de la part du titulaire du brevet ultérieur, lequel est tenu de donner ce consentement si son invention (modèle d'utilité) améliore l'invention (le modèle d'utilité) du titulaire du brevet antérieur ou est destinée aux mêmes fins. L'autorisation est suffisamment large pour permettre l'exploitation de l'invention (du modèle d'utilité) par le titulaire du brevet qui l'a demandée. Les litiges concernant les licences font l'objet d'un règlement judiciaire.

A notre avis, il n'est pas nécessaire de modifier la législation ukrainienne pour appliquer les dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC.

Question g

Quelle est la taille du service central chargé d'examiner les demandes à l'Office ukrainien des brevets? Combien de demandes sont soumises chaque année? Quelle est l'attente moyenne?
(Question 87 WT/L/20/Add.3)

Réponse

Les demandes relatives aux droits de propriété industrielle sont examinées par le Centre de recherche scientifique pour l'examen des brevets, dont l'effectif est de 80 personnes environ. Les documents ukrainiens conférant une protection sont établis et délivrés par le Service d'enregistrement de l'Office ukrainien des brevets. En 1993, 10 596 demandes ont été déposées et 12 712 en 1994. Les demandes sont examinées dans un délai allant généralement d'un an et demi à deux ans.

Question *h

Combien de brevets ont été délivrés à ce jour? Dans quels domaines technologiques?
(Question 88 WT/L/20/Add.3)

Réponse

A ce jour, 6 718 brevets portant sur des inventions ont été enregistrés.

Les brevets délivrés de 1992 à 1994 relèvent des sections correspondantes de la Classification internationale des brevets.

		Nombre	Pourcentage
A.	Nécessités courantes de la vie	978	14,5
B.	Techniques industrielles diverses; transports	1 770	26,4
C.	Chimie; métallurgie	1 464	21,4
D.	Textiles; papier	95	1,4
E.	Constructions fixes	594	8,9
F.	Mécanique; éclairage; chauffage; armement; sautage	640	9,5
G.	Physique	637	9,5
H.	Electricité	540	8,0
	Total	6 718	100,0

Question i

Depuis combien de temps l'Office des brevets est-il en service? (Question 89 WT/L/20/Add.3)

Réponse

L'Office ukrainien des brevets est en service depuis le début de 1992.

Question j

Une possibilité de révision judiciaire est-elle offerte pour une décision concernant la révocation d'un brevet, comme l'exige l'article 32 de l'Accord sur les ADPIC? (Question 90 WT/L/20/Add.3)

Réponse

Les possibilités de révision judiciaire en cas de révocation d'un brevet font l'objet des articles 28 et 30 de la loi:

Article 28. Invalidation d'un brevet.

1. Un brevet peut être invalidé en totalité ou en partie dans les cas suivants:
 - l'invention (le modèle d'utilité) brevetée ne répond pas aux critères de brevetabilité définis par la présente loi;
 - les revendications contiennent des caractéristiques qui ne figuraient pas dans la demande déposée;
 - les obligations visées au paragraphe 2 de l'article 32 de la présente loi n'ont pas été respectées.

(A savoir: Avant de déposer une demande de document conférant une protection pour une invention (ou un modèle d'utilité) auprès de l'autorité compétente d'un pays étranger, le déposant est tenu de déposer sa demande auprès de l'Office et de lui notifier son intention de déposer une demande de brevet à l'étranger.

Si dans les trois mois qui suivent la date de réception de cette notification par l'Office, aucune interdiction de déposer une demande à l'étranger n'a été formulée, une telle demande peut être déposée auprès de l'autorité compétente du pays étranger.

En cas de nécessité, l'Office peut autoriser le dépôt à l'étranger d'une demande de brevet concernant une invention (ou un modèle d'utilité) avant l'expiration dudit délai.)

2. Toute personne peut, dans les six mois qui suivent la date de publication des données concernant la délivrance du brevet, former opposition à la délivrance du brevet auprès de la Commission d'appel. L'opposition est examinée par la Commission d'appel dans les six mois qui suivent la date de sa réception et elle doit être portée à la connaissance du titulaire du brevet. La Commission d'appel examine la demande dans la limite des motifs qui y sont exposés. L'opposant et le titulaire du brevet peuvent prendre part à cet examen. La décision de la Commission d'appel est susceptible de recours judiciaire. Si aucune opposition à la délivrance du brevet n'a été reçue par la Commission dans les délais prévus, le brevet ne peut être invalidé que sur décision judiciaire. Le brevet, ou sa partie, qui a été invalidé est réputé de nul effet depuis la date de publication des données concernant la délivrance du brevet.

Question k

Prière d'indiquer quelle est la législation ukrainienne en matière de protection du droit d'auteur. Quelles sont les oeuvres visées? Quelle est la durée de la protection? La protection du droit d'auteur est-elle assurée sur la base du traitement national et, sinon, quelles sont les exceptions? (Question 91 WT/L/20/Add.3)

Réponse

La Loi de l'Ukraine sur le droit d'auteur et les droits connexes adoptée par le Parlement le 23 décembre 1993 est entrée en vigueur le jour de sa promulgation, le 23 février 1994, et a été approuvée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

En vertu de l'article 5 de cette loi, sont protégées les oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques, y compris:

1. les oeuvres littéraires écrites de caractère imaginaire, scientifique, technique ou pratique (livres, brochures, articles, programmes d'ordinateur, etc.);
2. les discours, conférences, exposés, sermons et autres oeuvres orales;
3. les oeuvres musicales avec ou sans paroles;
4. les oeuvres dramatiques, musicales ou non, pantomimes, oeuvres chorégraphiques et autres oeuvres créées pour la scène;
5. les oeuvres audiovisuelles;
6. les sculptures, peintures, gravures, lithographies et autres oeuvres d'art de caractère pictural;
7. les ouvrages d'architecture;
8. les photographies;
9. les oeuvres d'art appliqué non protégées par une loi spéciale sur la propriété industrielle;
10. les illustrations, cartes, plans, croquis, oeuvres tridimensionnelles se rapportant à la géographie, la géologie, la topographie, l'architecture et d'autres branches de la science;

11. les adaptations pour le théâtre d'oeuvres mentionnées à l'alinéa 1, paragraphe 1, partie 1 du présent article et les adaptations du folklore se prêtant à des représentations théâtrales;
12. les traductions, adaptations, arrangements et autres transpositions d'oeuvres et adaptations du folklore (oeuvres dérivées) ne portant pas atteinte à la protection des oeuvres originales ayant servi de base aux oeuvres dérivées;
13. les collections d'oeuvres, collections d'adaptations du folklore, encyclopédies et anthologies, collections de données courantes y compris les bases de données et autres oeuvres composites, sous réserve qu'elles résultent d'un acte de création visant à choisir, mettre en concordance ou en ordre les matières sans porter atteinte à la protection des oeuvres ainsi réunies;
14. les autres oeuvres de cette catégorie.

Cette loi protège les oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques divulguées ou non, indépendamment du public auquel elles s'adressent, de leur genre, de leur valeur, de leur portée et de leur objet (éducation, information, promotion, propagande, etc.) et du mode de reproduction - oral, écrit ou autre.

En vertu de l'article 24 de cette loi, la protection du droit d'auteur est assurée pendant toute la vie de l'auteur et pendant 50 ans après sa mort.

Le droit d'auteur est accordé sur la base du traitement national. Conformément à l'article 8, il est protégé quels que soient la nationalité et le lieu de résidence de l'auteur, si les oeuvres de ce dernier ont été divulguées pour la première fois ou n'ont pas été divulguées mais existent sous une forme objective sur le territoire ukrainien.

Question l

L'Ukraine envisage-t-elle de devenir partie à la Convention de Berne? Quelles modifications faudrait-il apporter à la Loi sur le droit d'auteur pour satisfaire aux exigences de cette Convention? (Question 92 WT/L/20/Add.3)

Réponse

L'Ukraine envisage de devenir partie à la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques. La question a été examinée avec l'OMPI, qui a décidé que la Loi de l'Ukraine sur le droit d'auteur et les droits connexes était pleinement conforme aux dispositions de la Convention. L'Organisme d'Etat pour la protection du droit d'auteur et des droits connexes (SACAR) a préparé un dossier en vue de l'accession de l'Ukraine; le Ministère des affaires étrangères étudie actuellement ce dossier, qui sera ensuite soumis pour examen au Président et au Parlement.

Question m

Quelles modifications faudrait-il apporter à la législation sur le droit d'auteur pour répondre aux exigences de l'Accord sur les ADPIC? Quel est l'état d'avancement des mesures prises pour la rendre conforme à cet accord? (Question 93 WT/L/20/Add.3)

Réponse

La Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes satisfait aux exigences de la Partie II, section I, de l'Accord sur les ADPIC.

Question n

Quel est le système actuellement en vigueur pour assurer la protection du droit d'auteur, en droit civil comme en droit pénal? Quelle est la durée moyenne des actions en justice pour atteinte au droit d'auteur? (Question 94 WT/L/20/Add.3)

Réponse

Le 4 février 1994, le Parlement a adopté la Loi portant modification du Code civil de la RSS d'Ukraine, qui modifiait comme suit cet instrument:

"Article 472. Législation sur le droit d'auteur et les droits connexes.

La Loi ukrainienne protège les droits personnels (autres que patrimoniaux) et patrimoniaux des auteurs et de leurs ayants droit, concernant la création et l'utilisation des oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques (droit d'auteur) et les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (droits connexes).

Les rapports découlant de la création et de l'utilisation d'objets du droit d'auteur et des droits connexes sont régis par la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes et d'autres actes législatifs de l'Ukraine."

En vue de l'élaboration du nouveau Code pénal de l'Ukraine, le 20 janvier 1994, l'Organisme d'Etat pour la protection du droit d'auteur et des droits connexes (SACAR) a soumis au Procureur général de l'Ukraine une proposition tendant à modifier comme suit l'article 136 du Code pénal en vigueur:

"Article 136. Atteinte au droit d'auteur et aux droits connexes.

La reproduction illicite d'oeuvres et d'objets des droits connexes (contrefaçon), la paternité forcée des oeuvres, la paternité abusive (plagiat) sont passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison ou d'une amende représentant de 100 à 50 000 fois le salaire fixé par la Loi ukrainienne."

La procédure judiciaire dure quatre à cinq mois en moyenne, et pour les affaires nécessitant une expertise complémentaire, il faut compter près d'une année.

Question o

Comment les enregistrements sonores, les compilations de données et les programmes d'ordinateur sont-ils protégés? (Question 95 WT/L/20/Add.3)

Réponse

En vertu de l'article 34 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, les producteurs de phonogrammes ont le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la reproduction de leurs phonogrammes, la distribution de copies de leurs phonogrammes par première vente ou autres formes de cession, ou par crédit-bail, location, prêt et autres moyens de transmission, indépendamment de la première vente, ainsi que la transformation et l'importation de leurs phonogrammes.

L'article 37 de la loi régit l'utilisation des phonogrammes produits à des fins commerciales. Ces phonogrammes peuvent être utilisés sans le consentement de leurs producteurs ou des artistes interprètes ou exécutants enregistrés, mais moyennant une rémunération suffisante, dans les cas suivants:

1. utilisation publique de phonogrammes;
2. radiodiffusion de phonogrammes;
3. transmission de phonogrammes par câble.

L'encaissement, l'affectation et la répartition de la rémunération doivent être effectués pour l'ensemble des intéressés par l'un des organismes gestionnaires des droits patrimoniaux des producteurs de phonogrammes et des artistes interprètes ou exécutants, conformément à un accord conclu entre ces organismes. Sauf disposition contraire de l'accord, la rémunération est répartie en parts égales entre le producteur de phonogrammes et l'artiste interprète ou exécutant.

Le niveau de rémunération est fixé pour chaque catégorie d'utilisation des phonogrammes.

Conformément à la Directive du Conseil des Communautés européennes en date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur, l'article 5 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes spécifie que pour les bases de données et les programmes d'ordinateur, il est tenu dûment compte des dispositions de cette directive.

Question p

Que prévoit la législation ukrainienne concernant les droits de location? A quelles oeuvres s'applique la disposition permettant aux auteurs et à leurs ayants droit d'autoriser ou d'interdire la location à des fins commerciales d'originaux et de copies de leurs oeuvres?
(Question 96 WT/L/20/Add.3)

Réponse

La Loi ukrainienne ne fait pas mention du droit de crédit-bail. A l'article 4, il est question de location, ce qui signifie que les droits de propriété sur l'original ou la copie d'une oeuvre ou d'un phonogramme peuvent être transmis pendant un certain temps dans le but d'en retirer un avantage commercial direct ou indirect. Le même article fait mention de la personne détentrice du droit d'auteur et des droits connexes, c'est-à-dire un auteur ou un artiste interprète ou exécutant dans le cas où les droits réels sont détenus par l'auteur ou l'artiste interprète ou exécutant ainsi que la personne physique ou morale à laquelle les droits réels ont été transmis.

L'article 27 de la loi traite de la transmission (ou de l'abandon) du droit d'auteur: Les droits patrimoniaux peuvent être transmis (ou abandonnés) par l'auteur ou un autre détenteur du droit d'auteur au profit d'une autre personne. L'auteur ou un autre détenteur du droit d'auteur (concedant) peut aussi concéder une licence à une autre personne (concessionnaire) pour l'utilisation de l'oeuvre conformément à cette licence. La transmission (ou l'abandon) du droit d'auteur et la délivrance d'une licence sont officiellement enregistrées dans un contrat de droit d'auteur.

Question q

Quel est le champ d'application du régime de licence obligatoire pour les oeuvres susceptibles de protection? Dans quelles conditions les licences obligatoires sont-elles délivrées?
(Question 97 WT/L/20/Add.3)

Réponse

L'article 39 de la loi prévoit une gestion collective des droits réels: Pour protéger leurs droits réels, les auteurs et d'autres personnes peuvent collectivement en confier la gestion à des organismes qui ne sont pas autorisés à se livrer à des activités commerciales. Ces organismes agissent en vertu et dans le cadre de la compétence qui leur est librement conférée par les auteurs et d'autres personnes détentrices du droit d'auteur ou de droits connexes. Les activités des organismes chargés de gérer collectivement les droits réels sont précisées à l'article 40 de la loi aux termes de laquelle, notamment, les organismes qui gèrent les droits réels collectivement peuvent être autorisés à délivrer des licences aux utilisateurs des oeuvres et objets de droits connexes.

Toutes les actions intentées par des personnes détentrices du droit d'auteur ou de droits connexes contre des utilisateurs de licences sont examinées par les organismes qui délivrent ces licences.

Question r

Quelles modifications faut-il apporter à la Loi ukrainienne pour la rendre conforme aux dispositions relatives aux marques de fabrique ou de commerce de l'Accord sur les ADPIC? Quand ces modifications seront-elles apportées? (Question 98 WT/L/20/Add.3)

Réponse

La Loi de l'Ukraine sur la protection des marques de fabrique ou de commerce et des marques de service a été examinée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et dans l'ensemble est conforme à l'Accord sur les ADPIC. Il n'est pas envisagé de la modifier dans un proche avenir. La loi contient en outre un article sur les traités internationaux, en vertu duquel si un traité international auquel l'Ukraine est partie contient des dispositions différentes de celles que prévoit la législation ukrainienne, ce sont les dispositions du traité international qui sont applicables (article 3).

Question s

Dans quelle mesure les marques notoirement connues sont-elles protégées par la loi en vigueur et les modifications qui lui seront apportées le cas échéant? Quelle est la définition et l'étendue de la protection d'une marque notoirement connue? (Question 99 WT/L/20/Add.3)

Réponse

Les marques notoirement connues sont définies et protégées conformément à l'article 6 de la loi:

"Article 6. Motifs du refus d'enregistrement.

3. Ne peuvent être enregistrées comme marques les désignations qui sont identiques ou similaires, au point d'entraîner un risque de confusion,

- à des marques enregistrées antérieurement ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement en Ukraine au nom d'une autre personne pour des produits ou services similaires;
- à des marques appartenant à d'autres personnes, si ces marques sont protégées, sans être déposées, par des traités internationaux auxquels l'Ukraine est partie;
- à des noms commerciaux connus en Ukraine et appartenant à d'autres personnes auxquelles leurs droits ont été conférés avant la date à laquelle la demande a été déposée à l'Office des brevets pour des produits ou services similaires;

- à des appellations d'origine, sauf dans les cas où elles sont incluses dans la marque en tant qu'éléments non susceptibles de protection et sont enregistrées au nom de personnes qui ont le droit de les utiliser;
- à des marques de certification déposées conformément à la procédure établie."

Question t

Dans quelle mesure une marque notoirement connue non déposée en Ukraine bénéficie-t-elle d'une protection? Quels sont les droits spécifiques du titulaire d'une marque non déposée?
(Question 100 WT/L/20/Add.3)

Réponse

Une marque notoirement connue non déposée en Ukraine est protégée par la Loi de l'Ukraine sur la limitation des monopoles et la prévention de la concurrence déloyale, qui stipule ce qui suit: "La concurrence déloyale comprend l'utilisation illicite d'un nom commercial, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'une marque de service ou de tout type de marquage de produits, ainsi que la copie illicite de la forme, de l'emballage et de la présentation extérieure, l'imitation, la copie, la reproduction directe des produits d'un autre fabricant, l'utilisation non autorisée de son nom" (article 7 du texte actuellement soumis en seconde lecture au Parlement ukrainien).

Question u

Quel rôle le Service d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce joue-t-il dans les poursuites en contrefaçon? Son approbation ou son avis est-elle(il) nécessaire?
(Question 101 WT/L/20/Add.3)

Réponse

La législation ukrainienne actuelle ne prévoit pas la participation de l'Office ukrainien des brevets aux poursuites en contrefaçon concernant des marques de fabrique ou de commerce ou des marques de service.

Question v

Pour quels motifs le Service d'enregistrement peut-il refuser d'enregistrer une marque?
(Question 102 WT/L/20/Add.3)

Réponse

Le refus d'enregistrer une marque peut résulter de la non-conformité de la marque aux critères de protection juridique définis à l'article 5 (disposition 1) ainsi que des motifs énoncés à l'article 6.

"Article 5. Conditions de la protection juridique.

1. Bénéficient de la protection les marques qui ne sont pas contraires à l'intérêt public et aux valeurs humaines ou morales ou auxquelles le refus d'enregistrement pour les motifs définis par la loi actuelle n'est pas applicable."

"Article 6. Motifs du refus d'enregistrement.

1. En vertu de la loi actuelle, la protection juridique ne peut être accordée aux désignations suivantes:

- les insignes, drapeaux et emblèmes officiels de l'Etat;
- les noms officiels d'Etats;
- les emblèmes, sigles ou dénominations d'organisations intergouvernementales;
- les poinçons, estampilles de garantie et d'essai, cachets officiels;
- les décorations et autres distinctions.

Ces désignations peuvent être incluses dans la marque en tant qu'éléments non susceptibles de protection s'il en est ainsi convenu avec l'autorité compétente ou leurs propriétaires.

2. En vertu de la loi actuelle, sont en outre exclues de la protection juridique les désignations suivantes:

- les désignations sans caractère distinctif;
- les désignations utilisées couramment pour certaines catégories de produits et de services;
- les désignations indiquant le type, la qualité, la quantité, les propriétés, l'usage, la valeur des produits et des services ainsi que le lieu et la date de la fabrication ou la vente des produits ou de la prestation des services;
- les désignations induisant en erreur ou pouvant tromper sur les produits, les services ou la personne qui fabrique les produits ou fournit les services;
- les désignations utilisées couramment comme symboles et comme termes.

Les désignations mentionnées aux paragraphes 2, 3, 4 et 6 de la présente disposition peuvent être incluses dans la marque en tant qu'éléments non susceptibles de protection si elles ne représentent pas la caractéristique prédominante de la marque.

3. Ne peuvent être enregistrées comme marques les désignations qui sont identiques ou similaires, au point d'entraîner un risque de confusion,

- à des marques enregistrées antérieurement ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement en Ukraine au nom d'une autre personne pour des produits ou services similaires;
- à des marques appartenant à d'autres personnes, si ces marques sont protégées, sans être déposées, par des traités internationaux auxquels l'Ukraine est partie;
- à des noms commerciaux connus en Ukraine et appartenant à d'autres personnes auxquelles leurs droits ont été conférés avant la date à laquelle la demande a été déposée à l'Office des brevets pour des produits ou services similaires;
- à des appellations d'origine, sauf dans les cas où elles sont incluses dans la marque en tant qu'éléments non susceptibles de protection et sont enregistrées au nom de personnes qui ont le droit de les utiliser;
- à des marques de certification déposées conformément à la procédure établie.

4. Ne peuvent être enregistrées comme marques les désignations reproduisant ce qui suit:

- les dessins et modèles sur lesquels les droits appartiennent à d'autres personnes en Ukraine;
- les titres d'oeuvres scientifiques, littéraires et artistiques connues en Ukraine ou les citations et les personnages qui en proviennent, les titres d'oeuvres d'art et de fragments

- de ces oeuvres, sans l'autorisation des détenteurs du droit d'auteur ou de leurs cessionnaires;
- les noms, pseudonymes et leurs diminutifs, les portraits et les reproductions de portraits de personnes connues en Ukraine sans leur autorisation."

Question w

Des montants minimums/maximums ont-ils été fixés pour les amendes punissant les contrefaçons? (Question 103 WT/L/20/Add.3)

Réponse

En cas d'atteinte aux droits du titulaire d'un certificat de marque, l'organe exécutif compétent peut prendre l'une des mesures prévues à l'article 163 du Code de procédure administrative, qui prévoit ce qui suit:

L'utilisation illicite d'un nom commercial, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'une marque de service ou de tout type de marquage de produits, ainsi que la copie illicite de la forme, de l'emballage et de la présentation extérieure, l'imitation, la copie, la reproduction directe des produits d'un autre fabricant et l'utilisation non autorisée de son nom sont passibles d'une amende représentant 50 fois le salaire minimum, assortie ou non de la confiscation des produits fabriqués, des moyens de production et des matières premières (article 164/3 du texte actuellement soumis en seconde lecture au Parlement ukrainien).

Question x

L'enregistrement d'une marque constitue-t-il la notification du droit exclusif du détenteur du droit aux contrevenants éventuels? Le détenteur d'un droit doit-il avoir directement avisé de son droit un contrevenant pour que la responsabilité de ce dernier soit engagée? Ou l'enregistrement de la marque est-il suffisant? (Question 104 WT/L/20/Add.3)

Réponse

L'Office notifie dans son Bulletin officiel, dans les termes qu'il a arrêtés, la délivrance d'un certificat sur la base d'une décision d'enregistrement qui a été prise. Un certificat confère à son titulaire le droit d'interdire à d'autres personnes d'utiliser la marque enregistrée sans son consentement, sauf dans les cas où, en vertu de la présente loi, une telle utilisation n'est pas considérée comme une atteinte aux droits du titulaire du certificat (article 16, disposition 3).

En vertu de la loi, le titulaire d'un certificat n'est pas tenu d'avoir directement avisé de son droit un contrevenant pour que la responsabilité de ce dernier soit engagée.

Question y

Quelle est la durée de validité des enregistrements de marques de fabrique ou de commerce? L'enregistrement peut-il être renouvelé indéfiniment? (Question 105 WT/L/20/Add.3)

Réponse

La réponse à cette question se trouve à l'article 5, disposition 3:

"Article 5. Conditions de la protection.

3. La propriété d'une marque est attestée par un certificat. Le certificat a une validité de dix ans à compter de la date où la demande a été déposée à l'Office et il est prorogé par l'Office si le titulaire en fait la demande au cours de la dernière année de validité, chaque fois pour une période de dix ans. La procédure de prorogation de la validité du certificat est fixée par l'Office."

Question z

La Loi ukrainienne prévoit-elle l'obligation de faire usage de la marque pour conserver les droits qu'elle confère? (Question 106 WT/L/20/Add.3)

Réponse

La réponse à cette question se trouve à l'article 17:

"Article 17. Obligations découlant d'un certificat.

Le titulaire d'un certificat est tenu d'exercer en toute bonne foi le droit exclusif conféré par le certificat. Si la marque n'est pas utilisée ou n'est pas suffisamment utilisée en Ukraine pendant les trois années qui suivent la date de publication des données concernant la délivrance du certificat ou la date à laquelle l'utilisation de la marque a été interrompue, toute personne peut introduire devant un tribunal (tribunal d'arbitrage) une requête en annulation de l'effet du certificat avant son expiration.

Lorsqu'il examine la question, le tribunal (tribunal d'arbitrage) peut tenir compte des éléments de preuve produits par le titulaire du certificat aux fins d'établir que la marque n'a pas été utilisée en raison de circonstances indépendantes de sa volonté."

Par ailleurs, la législation ukrainienne ne prévoit pas le paiement de frais annuels de gestion pour les certificats concernant des marques de fabrique ou de commerce et des marques de service.

Question aa

La Loi ukrainienne permet-elle l'enregistrement de marques identiques ou similaires pour les mêmes produits ou des produits apparentés en faveur de parties différentes? (Question 107 WT/L/20/Add.3)

Réponse

Non. La réponse à cette question se trouve à l'article 6 (dispositions 2 et 3):

"Article 6. Motifs du refus d'enregistrement.

En vertu de la loi actuelle, sont exclues de la protection juridique les désignations suivantes:

- les désignations sans caractère distinctif;
- les désignations utilisées couramment pour certaines catégories de produits et de services;
- les désignations indiquant le type, la qualité, la quantité, les propriétés, l'usage, la valeur des produits et des services ainsi que le lieu et la date de la fabrication ou la vente des produits ou de la prestation des services;
- les désignations induisant en erreur ou pouvant tromper sur les produits, les services ou la personne qui fabrique les produits ou fournit les services;

- les désignations utilisées couramment comme symboles et comme termes.

Les désignations mentionnées aux paragraphes 2, 3, 4 et 6 de la présente disposition peuvent être incluses dans la marque en tant qu'éléments non susceptibles de protection si elles ne représentent pas la caractéristique prédominante de la marque.

3. Ne peuvent être enregistrées comme marques les désignations qui sont identiques ou similaires, au point d'entraîner un risque de confusion,

- à des marques enregistrées antérieurement ou ayant fait l'objet d'une demande d'enregistrement en Ukraine au nom d'une autre personne pour des produits ou services similaires;
- à des marques appartenant à d'autres personnes, si ces marques sont protégées, sans être déposées, par des traités internationaux auxquels l'Ukraine est partie;
- à des noms commerciaux connus en Ukraine et appartenant à d'autres personnes auxquelles leurs droits ont été conférés avant la date à laquelle la demande a été déposée à l'Office des brevets pour des produits ou services similaires;
- à des appellations d'origine, sauf dans les cas où elles sont incluses dans la marque en tant qu'éléments non susceptibles de protection et sont enregistrées au nom de personnes qui ont le droit de les utiliser;
- à des marques de certification déposées conformément à la procédure établie."

Question bb

L'enregistrement d'une cession est-il obligatoire? Si oui, quelles sont les conséquences du défaut d'enregistrement? (Question 108 WT/L/20/Add.3)

Réponse

Oui. L'enregistrement de la cession du droit est obligatoire (article 16, disposition 6):

"Article 16. Droits conférés par un certificat.

Un contrat de cession de la propriété d'une marque et un contrat de licence sont réputés valides s'ils sont établis par écrit et signés par les parties. Ces contrats n'entrent en vigueur à l'égard de toute autre personne qu'après avoir été enregistrés à l'Office."

Question cc

Dans quelle mesure les décisions du Service d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce sont-elles susceptibles de recours devant un tribunal? (Question 109 WT/L/20/Add.3)

Réponse

Les décisions sont susceptibles de recours en vertu de l'article 19, disposition 2:

"Article 19. Annulation d'un certificat.

Toute personne peut former opposition à la délivrance d'un certificat auprès de la Commission d'appel dans les six mois qui suivent la date de publication des données concernant la délivrance du certificat. L'opposition est examinée par la Commission d'appel dans les six mois suivant sa réception

et elle est portée à la connaissance du titulaire du certificat. La Commission d'appel examine l'opposition dans la limite des motifs qui y sont exposés. L'opposant et le titulaire du certificat peuvent prendre part à cet examen. La décision de la Commission d'appel est susceptible de recours judiciaire. Si aucune opposition à la délivrance du certificat n'a été reçue par la Commission dans les délais prévus, le certificat ne peut être invalidé que sur décision judiciaire. Le certificat, ou sa partie, qui a été invalidé est réputé de nul effet depuis la date du dépôt de la requête."

Question dd

De quelle forme de protection bénéficient les dessins et modèles industriels? L'Ukraine a-t-elle l'intention de modifier sa législation afin d'appliquer les dispositions relatives aux dessins et modèles industriels de l'Accord sur les ADPIC? (Question 110 WT/L/20/Add.3)

Réponse

En vertu de la Loi sur la protection des dessins et modèles industriels, la propriété des dessins et modèles industriels est attestée par un brevet.

La durée de validité d'un brevet de dessin ou modèle industriel est de dix ans à compter de la date de dépôt de la demande auprès de l'Office. Elle est prorogée par l'Office à la demande du titulaire du brevet, mais pour une durée ne dépassant pas cinq ans (article 5, disposition 5).

La loi a été examinée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et dans l'ensemble elle est conforme à l'Accord sur les ADPIC. On n'envisage pas de la modifier dans un proche avenir.

Question ee

Est-ce que désormais l'Ukraine protège les schémas de configuration? Des modifications sont-elles nécessaires pour appliquer l'Accord sur les ADPIC (y compris les obligations relatives à l'octroi de licences obligatoires, les mesures de contrôle à la frontière et les redevances)? Sous quelle forme cette protection est-elle assurée? (Question 111 WT/L/20/Add.3)

Réponse

Conformément à la Loi sur la protection des inventions et des modèles d'utilité (article 3, disposition 3), le domaine suivant est exclu de la brevetabilité: les schémas de configuration.

L'Ukraine devra certainement modifier ce texte pour se conformer à ses obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC.

Question ff

L'Ukraine accorde-t-elle toutes les formes de réparation prévues par l'Accord sur les ADPIC, en particulier les injonctions, le versement de dommages-intérêts, la saisie et la destruction des marchandises portant atteinte à un droit, les mesures provisoires, les mesures à la frontière et les sanctions pénales? Dans chaque cas indiquer de quelle loi découle la protection et si la loi considérée doit être modifiée pour que les articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC soient pleinement appliqués? (Question 112 WT/L/20)

Réponse

Voir réponses 282 et 286.

Question gg

L'Ukraine protège-t-elle les secrets d'affaires? Si oui, quelles formes revêt cette protection? L'Ukraine doit-elle apporter des modifications aux textes pertinents pour se conformer à ses obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC? (Question 113 WT/L/20)

Réponse

Oui. En vertu de la Loi sur les secrets d'affaires de la Loi du 18 septembre 1992 sur les entreprises en Ukraine (article 30), la protection des secrets d'affaires fait partie intégrante de l'ensemble des mesures de sécurité intéressant les différentes entreprises. Par secret d'affaires on entend les renseignements relatifs aux activités commerciales conférant certains privilèges. Ces renseignements doivent être en possession d'une personne privée. Font exception à cet égard les données constituant un secret d'Etat ainsi que les objets de propriété intellectuelle protégés par la législation relative au brevet et au droit d'auteur.

Question hh

Y a-t-il en Ukraine des lois susceptibles d'être visées par les dispositions concernant les pratiques anticoncurrentielles de l'article 40 de l'Accord sur les ADPIC? Si oui, préciser lesquelles? (Question 114 WT/L/20)

Réponse

Non.

Question ii

Y a-t-il des restrictions à l'octroi de licences aux ressortissants ukrainiens ou aux ressortissants étrangers en matière de propriété intellectuelle? (Question 115 WT/L/20)

Réponse

Non.

Question jj

Quelle est la législation actuelle de l'Ukraine en ce qui concerne le droit d'auteur et les droits connexes, les droits relatifs aux marques de commerce et de fabrique, les droits relatifs aux indications géographiques, les droits relatifs aux dessins et modèles industriels, les droits de brevet, les droits relatifs aux schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés et les droits relatifs à la protection des renseignements non divulgués? Des modifications de la législation sont-elles projetées, et si tel est le cas, quel en sera le statut? (Question 213 WT/L/20)

Réponse

Voir réponses 278 à 306.

Question kk

Quelles sont les procédures civiles, criminelles et administratives destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle? (Question 217 WT/L/20)

Réponse

Voir réponses 278 à 306.

Question ll

En ce qui concerne les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, y a-t-il des cas dans lesquels l'Ukraine n'accorde pas actuellement le traitement national à des détenteurs de droits étrangers, c'est-à-dire un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres nationaux? (Question 218 WT/L/20)

Réponse

Voir réponses 278 à 306.

Question mm

En ce qui concerne les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, y a-t-il des cas dans lesquels l'Ukraine accorde à des détenteurs de droits étrangers d'un ou plusieurs pays l'accès à des droits et des mesures correctives refusé à des détenteurs de droits étrangers d'autres pays? S'il existe un traitement différencié de cette sorte, prière de décrire la base sur laquelle le traitement plus favorable est actuellement accordé. (Question 219 WT/L/20)

Réponse

Non, il n'y a pas de traitement différencié. Voir réponses 278 à 306.

Question nn

De quelle façon et dans quels délais l'Ukraine entend-elle s'acquitter des obligations lui incombant au titre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)? (Question 255 WT/L/20)

Réponse

Voir réponses 286, 287, 306, 307, 308.

Question oo

L'Ukraine considère-t-elle que le cadre juridique national actuel est suffisant pour assurer une protection appropriée et efficace des droits de propriété intellectuelle? Comment se propose-t-elle de remédier aux lacunes éventuelles du système? (Question 256 WT/L/20)

Réponse

Voir réponses 279, 286, 287.

Question pp

Quelles seront les mesures prises par l'Ukraine eu égard aux obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle en Ukraine? (Question 257 WT/L/20)

Réponse

Voir réponses 279, 286, 287.

Question qq

Comme nous croyons comprendre que l'Ukraine n'a pas adhéré à la Convention de Berne, nous souhaiterions avoir des précisions sur la façon dont la législation ukrainienne actuelle assure la protection du droit d'auteur. (Question 258 WT/L/20)

Réponse

Voir réponse 288.

Question rr

Les règles actuellement en vigueur en Ukraine en ce qui concerne les licences de brevet obligatoires et non volontaires sont-elles conformes aux dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? (Question 319 WT/L/20)

Réponse

Oui, elles le sont.

Question ss

L'Ukraine protège-t-elle les indications géographiques? Aux termes de quel texte législatif? La législation est-elle conforme aux articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC? (Question 320 WT/L/20)

Réponse

Oui, conformément à la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, laquelle est conforme aux articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC.

Question tt

Y a-t-il une protection des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés? Dans l'affirmative, y a-t-il des prescriptions d'enregistrement? Quel est l'organe chargé de ces questions? Quel est le texte législatif qui régit la protection juridique des topographies de circuits intégrés? (Question 321 WT/L/20)

Réponse

Voir réponse 307.

Question uu

Le Comité des brevets est-il l'organe compétent non seulement pour la propriété industrielle mais aussi pour les droits d'auteur et les droits voisins? Si tel n'est pas le cas, quel est l'organe chargé de ces droits? (Question 322 WT/L/20)

Réponse

Le Comité du droit d'auteur et des droits voisins.

Question vv

La protection des droits d'auteur et droits voisins en Ukraine est-elle pleinement conforme aux articles 9 à 14 de l'Accord sur les ADPIC? (Question 323 WT/L/20)

Réponse

Voir réponses 286, 287, 306, 307, 308.

Question ww

La législation ukrainienne en matière de droit d'auteur prévoit-elle des droits de location et de prêt? Qui peut bénéficier de ces droits et dans quelle mesure? (Question 324 WT/L/20)

Réponse

Voir réponse 292.

Question xx

Les programmes d'ordinateur sont-ils protégés en tant qu'oeuvres littéraires? Comment les bases de données sont-elles protégées et dans quelle mesure? (Question 325 WT/L/20)

Réponse

Les programmes d'ordinateur ne sont pas protégés en tant qu'oeuvres littéraires. Les banques de données ne le sont pas davantage.

Question yy

Y a-t-il en Ukraine des dispositions législatives pour la protection des secrets commerciaux et des renseignements non divulgués, notamment au sens de l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC? (Question 326 WT/L/20)

Réponse

Voir réponses 282 à 286 et 309.

Question zz

Dans la section 9 du chapitre IV (ADPIC) il n'est pas indiqué clairement si l'Ukraine est signataire des Conventions de Rome ou de Berne. Si tel n'est pas le cas, prévoit-elle de signer ces conventions? (Question 341 WT/L/20)

Réponse

Oui.

WT/ACC/UKR/6 - pages 7-10

ADPIC

Question 8n

Réponse 86: Les licences obligatoires devraient-elles relever des dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? Comment les organismes ukrainiens compétents veilleront-ils au respect de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, qui ne permet pas l'application d'autres dispositions en vertu de la législation nationale? (Voir réponse 86)

Réponse 8n

La législation ukrainienne actuelle en matière de brevets est fondée sur la loi type qui a été élaborée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Dans l'ensemble, elle est conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Elle comporte un article sur les traités internationaux, en vertu duquel si un traité international auquel l'Ukraine est partie contient des dispositions différentes de celles que prévoit la législation ukrainienne, ce sont les dispositions du traité international qui sont applicables (article 3).

Les possibilités de révision judiciaire en cas de révocation d'un brevet font l'objet des articles 28 et 30 de la loi: "article 28 - Invalidation d'un brevet

1. Un brevet peut être invalidé en totalité ou en partie dans les cas suivants:

l'invention (le modèle d'utilité) breveté(e) ne répond pas aux critères de brevetabilité définis par la présente loi;

les revendications contiennent des caractéristiques qui ne figuraient pas dans la demande déposée;

les obligations visées au paragraphe 2 de l'article 32 de la présente loi n'ont pas été respectées.

2. Toute personne peut, dans les six mois qui suivent la date de publication des données concernant la délivrance du brevet, former opposition à la délivrance du brevet auprès de la Commission d'appel. L'opposition est examinée par la Commission d'appel dans les six mois qui suivent la date de sa réception et elle doit être portée à la connaissance du titulaire du brevet. La Commission d'appel examine la demande dans la limite des motifs qui sont exposés. L'opposant et le titulaire du brevet peuvent prendre part à cet examen. La décision de la Commission d'appel peut faire l'objet d'un recours devant les tribunaux.

Si aucune opposition à la délivrance du brevet n'a été formée devant la Commission dans les délais prévus, le brevet ne peut être invalidé que sur décision judiciaire.

Le brevet, ou sa partie, qui a été invalidé est réputé ne pas être entré en vigueur depuis la date de publication des données concernant la délivrance du brevet."

"Article 30 - Litiges dont les tribunaux sont appelés à connaître

1. Les litiges nés de l'application de la présente loi relèvent de la compétence des tribunaux, ou des tribunaux d'arbitrage, qui statuent selon la procédure établie par la législation ukrainienne en vigueur.
2. Les tribunaux, selon leurs compétences, sont appelés à connaître des litiges concernant: la paternité de l'invention ou du modèle d'utilité; la détermination du titulaire du brevet; les atteintes portées aux droits patrimoniaux du titulaire du brevet; la conclusion et l'exécution des contrats de licence; le droit de l'utilisateur antérieur; la rémunération de l'inventeur; les paiements d'indemnités.

Les tribunaux ont à connaître aussi d'autres litiges liés à la protection de droits reconnus par la présente loi."

Question 9n

Réponse 111: Comment les schémas de configuration sont-ils protégés en attendant la mise en oeuvre d'une législation spécifique? Quand cette législation doit-elle entrer en vigueur?

Réponse 9n

La législation ukrainienne en vigueur n'accorde pas la protection des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés. Toutefois, comme il est prévu au paragraphe 3 de l'article 65 de l'Accord sur les ADPIC, l'Ukraine, en tant que pays dont l'économie est en voie de transformation, peut bénéficier d'un délai de quatre ans pour rendre sa législation concernant la propriété intellectuelle conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Pendant cette période, l'Ukraine a l'intention d'élaborer et de mettre en oeuvre la Loi sur la protection des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés.

Question 10n

Réponse 112: La réponse 86 concerne les licences générales (obligatoires) et ne mentionne pas la protection. La réponse 90 porte sur la révocation des brevets. Prière de donner une réponse plus complète à la question 112 concernant les droits de propriété intellectuelle.

Réponse 10n

Principes directeurs

La politique du gouvernement en ce qui concerne la protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine vise à mettre en place et à améliorer le cadre législatif, réglementaire et institutionnel nécessaire à la protection juridique du droit d'auteur et des droits connexes ainsi que des droits de propriété intellectuelle, conformément aux accords internationaux en vigueur et aux lois types élaborées par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

L'Ukraine a un énorme potentiel scientifique, technique et créateur. On peut en citer comme preuve qu'elle représentait en effet de 23 à 24 pour cent du nombre total de demandes de brevets d'invention déposés dans l'ex-URSS.

L'évolution de la situation en ce qui concerne la protection des droits de la propriété intellectuelle a été influencée principalement par la transformation du statut juridique international de l'Ukraine, laquelle, après avoir été la République socialiste soviétique d'Ukraine, République membre de l'ex-URSS, est devenue l'Etat ukrainien indépendant et participant direct aux relations juridiques internationales.

La mise en place et le développement d'un système de protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine constituent un aspect essentiel du processus d'édification des institutions de l'Etat qui se déroule actuellement en Ukraine.

Organes exécutifs de l'Etat chargés de la protection des droits de propriété intellectuelle

Les organes exécutifs de l'Etat qui sont chargés de la protection des droits de propriété intellectuelle sont le Comité d'Etat pour les brevets, créé par le Décret n° 29 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 27 janvier 1992, et le Comité d'Etat pour le droit d'auteur et les droits connexes, dont le fonctionnement est régi par la Résolution n° 154 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 25 mars 1992.

Principaux textes législatifs concernant la protection des droits de propriété intellectuelle

La protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine est fondée sur les textes législatifs ci-après:

Loi de l'Ukraine n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3769-XII du Parlement en date du 20 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3788-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production, mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3770-XII du Parlement en date du 23 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et de service, mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3771-XII du Parlement en date du 23 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3116-XII du 21 avril 1993 sur la protection des droits relatifs aux variétés végétales, mise en vigueur le 1er novembre 1993 par la Résolution n° 3117-XII du Parlement en date du 21 avril 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3793-XII du 23 décembre 1993 sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes, mise en vigueur par la Résolution n° 3794-XII du Parlement en date du 23 décembre 1994.

Arrêté intérimaire relatif à la protection de la propriété industrielle et des propositions de rationalisation en Ukraine (points 54, 59, 60, 61, 62, 68 et 70), confirmé par le Décret n° 479/92 du Président de l'Ukraine en date du 18 septembre 1992.

L'on trouve des dispositions relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle dans les principaux instruments législatifs de l'Ukraine:

- Code civil de la République socialiste soviétique d'Ukraine;
- Code de procédure civile de l'Ukraine;
- Code administratif de l'Ukraine;

Code du travail de l'Ukraine;
Code douanier de l'Ukraine;
Loi de l'Ukraine sur les biens;
Loi de la République socialiste soviétique d'Ukraine sur l'activité économique extérieure;
Loi de l'Ukraine sur les fondements de la politique de l'Etat concernant la science et les activités scientifiques et techniques;
Loi de l'Ukraine sur la limitation des monopoles et la lutte contre la concurrence déloyale dans les activités commerciales;
Loi ukrainienne sur les entreprises de l'Ukraine.

Procédures civiles, pénales et administratives relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle

Les activités relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle sont réglementées par les dispositions pertinentes du Code pénal de la République socialiste soviétique d'Ukraine, du Code de procédure civile de l'Ukraine, du Code administratif de l'Ukraine, de la Loi de l'Ukraine sur la limitation des monopoles et la lutte contre la concurrence déloyale dans les activités commerciales et du Code douanier de l'Ukraine.

A ce jour, il n'existe pas de juridiction spéciale pour les brevets en Ukraine. Conformément aux lois susmentionnées relatives à la protection de la propriété intellectuelle, tout différend relatif à leur application doit être réglé par la juridiction du tribunal arbitral compétent conformément aux procédures établies par la législation de l'Ukraine.